

**RAPPORT D’EVALUATION DANS LE CADRE DU RAMO 2017**

Programme de Développement Rural – Franche-Comté2014-2020

**15 Juin 2017**

Table des matières

[AVANT-PROPOS 3](#_Toc485308777)

[I- SYNTHESE DU RAPPORT D’EVALUATION 5](#_Toc485308778)

[Transfert de connaissance & innovation (Priorité 1) 5](#_Toc485308779)

[Compétitivité, viabilité des exploitations agricoles et intégration dans la chaine agroalimentaire (Priorité 2a et 3) 5](#_Toc485308780)

[Renouvellement des générations (Priorité 2b) 6](#_Toc485308781)

[Protection de l’environnement et biodiversité (priorité 4) 7](#_Toc485308782)

[Transition énergétique des exploitations agricoles et atténuation du changement climatique (Priorité 5) 8](#_Toc485308783)

[Développement local (Priorité 6) 8](#_Toc485308784)

[II- REPONSES AUX QUESTIONS EVALUATIVES 10](#_Toc485308785)

[QUESTION EVALUATIVE N°1 10](#_Toc485308786)

[QUESTION EVALUTIVE N°2 12](#_Toc485308787)

[QUESTION EVALUATIVE N°3 14](#_Toc485308788)

[QUESTION EVALUATIVE N°4 16](#_Toc485308789)

[QUESTION EVALUATIVE N°5 21](#_Toc485308790)

[QUESTION EVALUATIVE N°6 25](#_Toc485308791)

[QUESTION EVALUATIVE N°7 28](#_Toc485308792)

[QUESTION EVALUATIVE N°8 30](#_Toc485308793)

[QUESTION EVALUATIVE N°9 37](#_Toc485308794)

[QUESTION EVALUATIVE N°10 44](#_Toc485308795)

[QUESTION EVALUATIVE N°12 47](#_Toc485308796)

[QUESTION EVALUATIVE N°13 50](#_Toc485308797)

[QUESTION EVALUATIVE N°14 53](#_Toc485308798)

[QUESTION EVALUATIVE N°15 55](#_Toc485308799)

[QUESTION EVALUATIVE N°16 57](#_Toc485308800)

[QUESTION EVALUATIVE N°17 60](#_Toc485308801)

[QUESTION EVALUATIVE N°19 65](#_Toc485308802)

[EGALITE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES 66](#_Toc485308803)

[DEVELOPPEMENT DURABLE 68](#_Toc485308804)

# **AVANT-PROPOS**

Le Rapport Annuel de Mise en Œuvre (RAMO) du Programme de Développement Rural (PDR) doit être transmis chaque année à la Commission européenne le 30 juin. Le RAMO 2017 apportera une réponse aux questions relatives aux domaines prioritaires et aux autres aspects du PDR conformément aux obligations réglementaires (à l’exception des questions évaluatives contribution aux objectifs de l’UE). Le RAMO 2017 s’apparente à une véritable évaluation au travers du traitement de questions évaluatives communes (QEC) et du calcul de certains indicateurs complexes, en particulier les indicateurs de résultats complémentaires. Il s’agit de démontrer, dans les différentes réponses aux QEC, les progrès, les impacts et l’efficience de la politique de développement rural financée au titre du FEADER par l’exploration des phénomènes de cause à effet (*« Dans quelle mesure… le changement observé… est-il lié au programme ?*).

Une mission d’Assistance à Maîtrise d’Ouvrage a été confiée à EDATER et AND-International afin d’assister l’AG et l’aider à la rédaction de la section 7 du RAMO 2017. Les objectifs affichés de cette mission d’Assistance à Maîtrise d’Ouvrage, par l’assistance à la rédaction de la section 7 du RAMO 2017, étaient les suivants :

* Evaluer l’efficacité, l’efficience et les impacts du PDR Franche-Comté
* Favoriser l’appropriation et l’utilisation des résultats des évaluations pour renforcer l’implication des partenaires de la politique de développement rural
* Améliorer la qualité de la conception et de la mise en œuvre du PDR
* Répondre aux attendus de la Commission en matière d’évaluation

Afin d’atteindre ces objectifs, cette mission, ayant débuté en mars 2017 et qui prendra fin, au plus tard le 31/12/2017, s’est déroulée en plusieurs étapes.

Il a d’abord fallu analyser la logique d’intervention du PDR Franche-Comté, afin de mettre en évidence les types d’opérations, et donc les mesures, contribuant de façon principale ou secondaire aux différents domaines prioritaires ouverts par le PDR Franche-Comté. Ce premier travail a conduit à l’identification des questions évaluatives auxquelles l’Autorité de Gestion devait répondre dans le cadre du RAMO 2017 et à les calibrer (nombre et types de mesures associées). Ainsi, dix-neuf questions évaluatives, dont seize correspondant aux différents domaines prioritaires ouverts par le PDR, ont été retenues. Afin d’apporter une réponse évaluative pertinente, des critères de jugement spécifiques au programme ont été arrêtés, en concertation avec l’Autorité de Gestion (organisation d’ateliers, entretien avec les référents de mesures). Il a ensuite s’agit de collecter et valoriser les différentes informations nécessaires à la rédaction des réponses évaluatives. Pour ce faire il a été décidé, dès que cela était possible, de **valoriser les données issues de dossiers soldés**, et cela afin de répondre aux exigences réglementaires fixées par la Commission Européenne. Cependant, du fait de l’état d’avancement de la programmation et du nombre encore relativement faible d’opérations achevées, le choix a été fait **d’analyser également des données de programmation, des informations sur la mise en œuvre, ainsi que les résultats d’une enquête conduite auprès des bénéficiaires**. Cet élargissement du périmètre d’évaluation permet ainsi de **rendre l’exercice évaluatif plus exhaustif et plus qualitatif**.

Les retards dans l’instrumentation des logiciels de suivi (OSIRIS et ISIS) et l’ouverture en plusieurs étapes d’OSIRIS ont impacté la qualité du suivi, certaines données n’étant pas renseignées. De fait, le type de données collectées varient d’un TO à l’autre, notamment du fait du nombre limité de dossiers soldés.

L**e degré d’analyse des différentes questions évaluatives est donc nécessairement variable en fonction de l’état d’avancement du programme et du type de données remontées**. Les informations collectées ont toutefois permis de répondre à toutes les différentes questions évaluatives, dont les résultats seront exposés dans le rapport qui suit.

Partie bilan de mise en œuvre :

La maquette totale FEADER allouée au programme de développement rural Franche-Comté s’élève à 443 724 144 €.

Au 31/12/2016, 95 502 283 € ont été engagés au titre du FEADER, soit 21,52% de la maquette FEADER. De plus, 80 895 234 € de FEADER ont été payé, ce qui représente 18,23% de la maquette. Il peut également être noté que 7 996 dossiers, hors prêts bonifiés, ont été soldés au 31/12/2016, au titre de la M13 (ICHN), de la M10 (MAE), de la M06 (DJA) et de la M04 (Investissements), comme le montre le graphique ci-dessous.



1. **SYNTHESE DU RAPPORT D’EVALUATION**

## **Transfert de connaissance & innovation (Priorité 1)**

Le PDR a pour objectif d’améliorer le niveau de connaissance des actifs agricoles et des propriétaires forestiers. Pour ce faire, il souhaite déployer un ensemble de dispositifs (formation, démonstration, conseil, coopération…), permettant d’augmenter ce niveau de connaissance, et de favoriser l’innovation.

Il existe d’importants retards de mise en œuvre sur le volet formation/démonstration depuis le début de la programmation. De plus, il convient de s’interroger sur la pertinence de la maquette financière initiale, qui prévoit des enveloppes réduites pour la formation, les actions de démonstration, ou encore les projets pilotes pour ce qui est de l’innovation. Par ailleurs, le fait que l’ensemble des dispositifs de la mesure 16 ne soient pas mis en œuvre grève la contribution du PDR au soutien au renforcement des liens entre les acteurs de l’innovation et le monde agricole. Il convient d’envisager des ajustements afin de développer la dynamique en faveur de l’innovation, qui est une des nouvelles priorités européennes pour la période 2014-2020 concernant le FEADER.

## **Compétitivité, viabilité des exploitations agricoles et intégration dans la chaine agroalimentaire (Priorité 2a et 3)**

Le PDR souhaite renforcer la compétitivité des exploitations agricoles en déployant un ensemble de dispositifs complémentaires : formations, actions de démonstration, conseil, investissements… Les dispositifs de formation et de démonstration accusent un important retard de programmation. La contribution du PDR à l’amélioration de la compétitivité et de la viabilité des exploitations, ainsi qu’à leur intégration à la chaîne agroalimentaire est donc principalement basée sur des investissements physiques (modernisation…).

Les effets économiques escomptés sont ainsi de deux ordres pour les exploitations, à savoir la hausse des capacités de production et la baisse des coûts de production. Ce deuxième élément est d’autant plus important que la filière élevage, principale bénéficiaire des mesures investissements dans les exploitations agricoles, est confrontée à de forte contrainte de rentabilité.

La contribution du PDR à l’investissement productif dans les exploitations est également à souligner, au travers d’opération principalement menées sur les bâtiments agricoles. Le Plan de Modernisation des Bâtiments d’Elevage (PMBE) et le Plan de Performance Energétique (PPE), mesures transitoires déployées en 2014, puis la mise en œuvre effective des nouveaux dispositifs (*d’aides à la construction, la rénovation et l'aménagement des bâtiments d’élevage & investissements en faveur de la performance énergétique*) ont permis d’achever 79 opérations d’investissements (plus de 350 dossiers engagés fin 2016) de modernisation de leurs exploitations, visant une meilleure productivité ou un meilleur usage des ressources énergétiques. Ces investissements ont permis une augmentation de la capacité de production via une augmentation du nombre de bêtes au sein des exploitations aidées, avec un nombre moyen de tête de bétail passant de 114,5 UGB à 130,3 UGB après investissement de type modernisation de bâtiment. Dans un contexte d’augmentation du prix des matières premières, les investissements en matière de performance énergétique ont permis de réduire la charge pesant sur les exploitations et de renforcer leur rentabilité économique. Notons que la filière bovins-lait est, de loin, la principale bénéficiaire de ces actions (83.6% des dossiers PMBE, tous les dossiers PPE sauf 1). Ces investissements, principalement la construction de séchoir-solaires, permettent notamment de favoriser l’autonomie alimentaire (fourragère), facteur de résilience des exploitations à l’égard des variations des marchés et donc de renforcement de leur viabilité.

Le rôle de la formation est également central pour l’amélioration de la compétitivité et des performances économiques des exploitations. Notons qu’il est encore prématuré de vouloir en évaluer les effets, pour deux raisons : les effets des formations se constatent sur le long terme et nous n’en sommes qu’au début de la période de programmation, et les retards de programmation sur les mesures relatives à la formation et à la démonstration ne permettent pas d’appuyer l’analyse sur des éléments tangibles. Cette analyse pourra être effectuée de manière plus approfondie dans le cadre du RAMO 2019.

En termes d’effets, une enquête réalisée auprès des bénéficiaires de ces mesures d’aide à l’investissement démontre que 60% des répondants, le soutien du FEADER a permis de réduire leur coût d’exploitation. De plus, 48% des répondants, le soutien du FEADER a permis d’augmenter leur production.

Afin d’estimer l’impact potentiel sur les performances économiques, une valorisation des dernières données comptables disponibles (base RICA – AGRESTE) a été réalisé sous la forme d’une analyse contrefactuelle sur la période 2011-2014. Les résultats de ces travaux démontrent que les aides à l’investissement ont permis d’amortir la perte en compétitivité des exploitations pendant cette période de crise du secteur. L’excédent brut d’exploitation (EBE) a en effet baissé de 44% pour les exploitations non bénéficiaires contre une baisse de 18% seulement pour les bénéficiaires, l’effet positif de ces aides ayant été particulièrement significatif comparé à d’autres régions. La productivité du travail[[1]](#footnote-1) est aussi un facteur de compétitivité, et les actions du PDR ont permis d’amortir la baisse de la production par Unité de Travail Annuel (UTA) chez les exploitations bénéficiaires. Cet effet positif résulte du maintien du niveau de chiffre d’affaire dans les exploitations bénéficiaires, la main d'œuvre n’ayant pas évolué significativement dans les exploitations bénéficiaires et non bénéficiaires. Il est important de souligner que si les dispositifs s’inscrivent dans une certaine continuité par rapport à la période précédente (mesures transitoires), des évolutions ont été apportées tant en matière qualitative (approches plus intégrées qu’un simple catalogue d’aides) que quantitative (augmentation des montants moyens). Il est donc attendu que les aides à l’investissement aient un impact plus important dans les années à venir (qui sera vérifié lors du prochain exercice évaluatif en 2019).

Il est enfin important de rappeler que la viabilité de la filière bovin-lait en Franche-Comté repose notamment sur la capacité des exploitants à maitriser la transformation et la distribution de leur production, sous la forme de coopératives. Les investissements en faveur de la transformation et de la commercialisation (mesure 4.2) se sont concentrés sur des opérations de modernisation, d’agrandissement ou de fusion de fromagerie[[2]](#footnote-2) (notamment les fruitières pour le Comté mais également la fabrication du morbier, Gruyères AB, munster etc.) dans les territoires du Doubs, du Jura et dans une moindre mesure de la Haute-Saône. 28 opérations ont ainsi été engagées (fin 2016) conduisant à un engagement de plus de la moitié de l’enveloppe budgétaire allouée, avec des investissements totaux par opération allant de 300 000 Euros à plus de 3 millions d’Euros (mais plafonné à ce montant).

## **Renouvellement des générations (Priorité 2b)**

Afin d’agir sur le taux de renouvellement des agriculteurs en région, le PDR mobilise le dispositif Dotation Jeunes Agriculteurs (DJA). Sur la période 2014-2015, l’impact de ce dispositif est important puisque 62.5% des installations des exploitants de 40 ans ou moins en région ont été soutenus à travers ce dispositif[[3]](#footnote-3). Toutes tranches d’âges confondues, ce dispositif a permis de soutenir 48.5% des nouvelles installations en région (hors transfert entre époux). Ainsi, le PDR a soutenu 469 jeunes agriculteurs et agricultrices pour un montant engagé de 10 millions d’euros.

L’âge moyen des bénéficiaires s’élève à 26 ans, soit 1 à 3 ans de moins que l’âge moyen des bénéficiaires en France, ce qui permet d’accentuer la contribution du PDR au renouvellement générationnel. Notons que 94.7% des bénéficiaires ont moins de 35 ans.

La bonne dynamique de programmation sur la DJA permet également de contribuer à l’élévation du niveau général de la population agricole, la détention d’un diplôme de niveau IV au minimum étant un des critères d’éligibilité au dispositif DJA. De ce fait, le niveau de la population agricole entrante croît par rapport à la population agricole se retirant.

Notons cependant que la contribution du PDR à la promotion de la place des femmes dans l’agriculture pourrait être renforcée. En effet, la proportion de femmes parmi les bénéficiaires de la DJA est inférieure à la place qu’elles occupent dans l’agriculture régionale (15% des bénéficiaires mais 20% des exploitants agricoles). Par ailleurs, la forte proportion de femmes s’installant après 40 ans ne peut bénéficier du dispositif du fait de leur âge. Notons que l’exigence de détention d’un diplôme agricole de niveau IV est également un obstacle pour l’accès des femmes à la DJA. Enfin, les femmes bénéficiaires de la DJA sont plus âgées que leurs homologues masculins, (35 ans, soit une différence de 9 ans).

## **Protection de l’environnement et biodiversité (priorité 4)**

La dimension environnementale est intégrée à de nombreux dispositifs du PDR et les actions qu’il soutient s’inscrivent dans une démarche globale visant à favoriser la complémentarité entre ses actions.

 La Région Franche-Comté compte 75 sites Natura 2000, équivalant à 260 363 ha, soit 16% du territoire régional. 89% de ces sites sont dotés d’un document d’objectifs approuvé entre 2000 et 2013. Dans ce cadre, le PDR déploie des actions d’appui technique aux bénéficiaires pour le montage de contrats, ainsi que des actions de conduite d’études, d’inventaires ou de suivi scientifique. L’enjeu est donc l’animation de ces espaces, dont le cahier des charges induit la protection des sols ou de l’eau, ainsi que la mise en œuvre des Documents Objectifs (DOCOB).

Concernant les MAEC sur la période 2014-2016, seuls les dispositifs de la transition (campagne 2014) ont fait l’objet de paiements (PHAE, MAEt). Le PDR cible son action sur les zones d’actions prioritaires (Natura 2000, les continuités écologiques prioritaires retenues dans le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) …). Ce sont 239 614 ha qui ont été contractualisés. Globalement, une plus faible dynamique de contractualisation est relevée pour les territoires à enjeux eau, du fait d’une mise en œuvre plus tardive des dispositifs, liée à l’intégration des dispositifs dans les contrats territoriaux des Agences de l’Eau (cofinanceur sur ces territoires). Un renforcement de la dynamique de contractualisation est toutefois attendu sur la seconde partie de programmation.

Sur les MAEt, ce sont les engagements unitaires FERTI\_01 et HERBE\_02 qui sont majoritairement souscrits, deux engagements induisant la réduction des intrants. La moitié des ha éligibles ont souscrit un engagement, soit 1016 ha, dont 94% sont des surfaces en herbe.

Concernant la PHAE, le dispositif a été déployé sur la seule année 2014, bénéficiant à 3239 exploitations, dont 57% sont des exploitations d’élevage herbagers régionaux, dont l’emprise territoriale est très importante (les surfaces herbagères représentent 67% de la SAU des exploitations régionales). Par ailleurs, une analyse quantitative menée par AgroSup Dijon dans le cadre de cette évaluation (analyse de corrélation entre intensité du soutien herbager et maintien des prairies) a montré que financer 10ha de surface engagée en PHAE permettait de conserver 1,6 ha de prairies permanentes.

Au sujet des PAEC, 35 projets ont été sélectionnés en 2015, dont 22 sur l’enjeu « biodiversité ». En 2016, 33 PAEC ont été sélectionnés, dont 15 sur l’enjeu « biodiversité », montrant l’importance de la prise en compte de cet enjeu par le PDR.

Concernant l’Agriculture Biologique, le PDR accompagne l’importante dynamique régionale de conversion des surfaces, bien qu’il ne soit pas possible pour le moment d’effectuer une évaluation de la contribution du PDR puisque la part des conversions, se faisant en dehors de la mesure 11, ne peut être mesurée.

La réduction des intrants a pour objectif de préserver la qualité de l’eau. Le T.O 4.1.C permet de financer différents investissements visant à réduire l’utilisation d’intrants : du matériel d’épandage des engrais de ferme permettant la maitrise du dosage et la réduction des pertes par volatilisation, ou encore des outils d’aide à la décision et du matériel de guidage. En parallèle, les mesures 4.1.E et 4.3.A permettent de financer la réalisation d’aires de lavage et remplissage des pulvérisateurs. La programmation pour cette dernière est encore faible.

## **Transition énergétique des exploitations agricoles et atténuation du changement climatique (Priorité 5)**

L’agriculture et la foresterie constituent des secteurs clés en matière de lutte contre le changement climatique. Les interventions du PDR dans la région ont ainsi contribué à cet objectif via 4 effets escomptés :

* La réduction de la consommation d’énergie
* Le développement de la filière bois énergie
* La réduction des émissions de gaz provenant de l’activité agricole, notamment provenant de l’élevage
* Le stockage du carbone.

Comme discuté plus haut, le volet maîtrise de la performance énergétique (ex PPE) de la mesure 4.1 a permis le financement d’investissements dans les exploitations agricoles. 30 opérations d’investissements ont déjà été achevées pour un total de 977 068€ d’investissements. Ces dossiers concernent de manière ultra majoritaire la filière bovin-lait. Par exemple, l’achat de séchoirs solaires pour le séchage du fourrage a permis de remplacer des séchoirs utilisant les énergies fossiles ou la pratique traditionnelle de fanaison, peu appropriée au climat de la région. En termes de résultats, il est possible d’estimer les économies d’énergie potentielles à plus de 120 TeP par an.

La mise en œuvre des opérations permettant une réduction des émissions de GES dans les exploitations agricoles a été par contre très limitée sur le début de période, du fait de la faible programmation d’investissements de type couvertures de fosses à lisier ou encore dans le matériel d’épandage et la faible mobilisation pour les MAE de limitation de la fertilisation en grandes cultures. A noter également qu’un premier AAP sur la méthanisation a eu lieu en 2016, mais s’est révélé infructueux, notamment du fait de critères trop contraignants et non adaptés aux réalités des projets mobilisables. Les AAP suivants ont été lancés en 2017 suite aux modifications du PDR de fin décembre 2016.

La contribution du PDR à la lutte contre le réchauffement climatique passe également par la promotion de la filière sylvicole, à la fois sur le plan économique et environnemental. L’amélioration de la desserte forestière permet d’augmenter le potentiel d’exploitation de la forêt franc-comtoise, y compris pour des massifs éloignés de points de dépôts ou de chargement-transvasement. En rendant accessibles 1 000 ha de surface forestière, les investissements réalisés ont permis un potentiel d’extraction de 13 330 m3 de bois d’œuvre, permettant ainsi de stocker environ 7 000 tonnes équivalent CO2 via le remplacement de ces grumes par des nouveaux plants à pousse rapide.

Du point de vue énergétique, le PDR encourage le développement de l’énergie-bois. Environ 900 tonnes de granulés sont susceptibles d’être produites dans les années à venir sur les espaces pour lesquels la desserte est améliorée, équivalant à 375 tonnes équivalent pétrole (TEP)[[4]](#footnote-4), qui serviront de source d’énergie.

A noter enfin que Les mesures du PDR ont contribué au maintien des surfaces en prairies permanentes, favorables à la séquestration du carbone. Sur ce point, 311 127 ha de surfaces herbagères ont bénéficié de l’ICHN en Franche-Comté (soit 69% des surfaces en prairie régionale), représentant un stock annuel de carbone de 311 127 tC, soit 1 140 799 teq CO2 (d’après les références de l’Institut de l’Elevage).

## **Développement local (Priorité 6)**

Bien que 9 GAL aient été retenus dans le cadre de l’initiative LEADER, aucune opération n’a été lancée au 31 décembre 2016. Il est donc impossible d’étayer l’évaluation de la contribution du PDR au développement local avec des éléments de réalisation concrets. L’évaluation de la contribution effective des GAL au dynamisme économique et démographique des territoires ne pourra avoir lieu que lors de l’évaluation de 2019, voire dans le cadre de l’évaluation ex-post en 2023.

Soulignons que le budget consacré au GAL a été quasiment multiplié par trois par rapport à la dernière programmation. Leur nombre est passé de 5 à 9 et l’investissement par habitant est supérieur à la moyenne nationale (64 € par habitant en Franche-Comté, 53€ en moyenne en France), montrant un effort du PDR sur le développement local. De plus, la population concernée par ces stratégies est 34% supérieure à la cible fixée dans le PDR, montrant l’ampleur de l’enjeu pour le territoire franc-comtois.

Le développement local, notamment le soutien au développement d’activités économiques sur les territoires ruraux, est principalement abordé par le PDR au travers du soutien aux industries agroalimentaires. Précisons que le PDR soutient également la diversification économique des exploitations agricoles, contribuant à la diversification des activités économiques en milieu rural, facteur de développement. Par exemple, le PDR a soutenu, au travers de 7 dossiers, la restauration à la ferme, les activités équestres hors élevage, ou encore la construction d’une ferme pédagogique, autant d’activités diversifiant les revenus des exploitations qui renforcent l’attractivité du territoire et son tissu économique.

Dans tous les cas, l’adéquation entre les besoins identifiés des territoires des GAL et les stratégies est assurée par une forte implication des acteurs du territoire au sein des comités de programmation des GAL, ainsi que dans la sélection même des GAL par le territoire (cette adéquation compte pour 20% de la note du GAL). La région n’a pas défini d’axes stratégiques pour l’action des GAL, le critère principal de sélection étant précisément que la stratégie soit en adéquation avec les besoins du territoire, et qu’elle soit formulée de manière claire et pertinente.

Les stratégies des GAL intègrent notamment la question de la maîtrise énergétique dans une logique de gestion durable des ressources (6 des 9 stratégies retenues). Dans leur majeure partie, ces stratégies visent à accélérer la transition énergétique. Citons par exemple le GAL du Pays Revermont, dont la fiche mesure 7 a pour objectif de répondre aux défis énergétiques et climatiques, ou encore le GAL Haute vallée de l’Ain, dont la stratégie fait mention d’une meilleure valorisation des ressources locales dans une démarche durable.

1. **REPONSES AUX QUESTIONS EVALUATIVES**

L’ensemble des fiches QE sont présentés en détails en annexe

## **QUESTION EVALUATIVE N°1**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l’innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales ?***

**Bilan de mise en œuvre :**

* 1.1.A : Formation professionnelle et acquisition de compétences

Le TO 1.1.A du PDR FC a fait l’objet d’un 1er AAP du 15.12.2016 au 15.02 2017. 4 dossiers ont été reçus : 3 portés par l’Union Régionale des Associations des Communes Forestières (dossiers 2015 et 2016 en attente + dossier 2017) et un porté par VIVEA.

* 1.2.A : Projets de démonstration et actions d'information

Aucun appel à projets n’a été émis sur ce T.O. Aucun dossier n’a donc été programmé.

* 2.1 : Service de conseil agricole et forestier

Ce TO n’a pas encore été déployé en raison des difficultés de mise en œuvre par voie de marché public.

* 16.2.A : Projets pilotes et mise au point de nouveaux produits, pratiques, procédés et technologies dans le secteur agricole

Ce dispositif n’a pas été déployé

* 16.7.A : Partenariats / Elaboration et animation de stratégie locale de développement hors forêt-bois, non LEADER

Ce dispositif n’a pas été déployé

* 16.7.B : Elaboration et animation de stratégie locale de développement forestier

2 dossiers programmés, pour un total subvention FEADER de 91 224,36 € soit 22,3 % de la maquette associée au TO 16.7.B

* 16.8.A : Conception collective de plans de gestion forestière ou d’instruments équivalents

Ce dispositif n’a pas été déployé.

* Mesure 19 : Soutien au développement local Leader

Au 31/12/2016, 9 GAL ont été sélectionnés et sont en cours de conventionnement. Aucune opération effectivement programmée à ce stade.

**Critère de jugement 1 : Le changement de pratiques (viabilité économique et environnementale) et la diffusion de l'innovation organisationnelle et technique ont été facilités.**

Disposant de seulement 4 dossiers programmés au titre du TO 1.1.A (rien de programmé sur le 1.2.A démonstration ni la sous-mesure 2.1 « conseil »), il est difficile d’interpréter l’analyse portant sur ces dispositifs. Nous pouvons cependant noter que des formations portent sur la gestion durable des forêts (portées par le CRPF) et une porte sur l’agroécologie (VIVEA). Au total, ce sont plusieurs centaines d’exploitants qui ont vocation à recevoir une formation et ainsi augmenter le niveau de connaissance des professionnels des secteurs agricole et forestier.

Ainsi, via les dispositifs de la mesure 1, le PDR soutient le développement des connaissances et facilite le changement des pratiques et la diffusion de l’innovation organisationnelle et technique. Les formations proposées respectent les objectifs fixés à travers les thématiques suivantes :

* L’aménagement forestier et la gestion durable
* Les pratiques de l'affouage et de la cession dans la gestion des forêts communales
* La valorisation du bois de la forêt communale
* La santé du troupeau et suivi sanitaire
* Les modes de production innovants en technique végétale préservant les ressources naturelles : qualité de l'eau, sol et biodiversité
* Le développement de l'agriculture et des filières biologiques en production animales
* La protection et la valorisation de l'environnement par la maîtrise de l'énergie

**Critère de jugement 2 : Des actions innovantes et cohérentes avec la stratégie régionale ont été mises en œuvre à travers des partenariats renforcés (recherche, exploitants, décideurs publics & société civile)**.

Ce critère de jugement est difficilement appréciable au regard de l’état d’avancement du programme.

Il est important ici de souligner le manque de programmation sur la quasi-totalité de la Mesure 16. En effet, aucun dispositif (16.2.A, 16.5.A, 16.7.A, 16.8.A) n’a été à ce jour déployé.

Cependant, le dispositif 16.7.B soutient le développement forestier comme ressource locale visant à développer l’activité économique. Ainsi, à travers ce dispositif, le PDR accompagne les chartes forestières de territoire, les plans de développement de massifs forestiers, les Plans d’approvisionnement Energie-Territoires etc.

A ce titre, seulement deux dossiers ont été programmés pour un montant de 144 800,59 € de dépenses publiques totales et 91 224,36 € de subvention FEADER. Ces deux projets sont deux Plan de développement de massifs forestiers, portés par le CRPF.

**Conclusion et recommandations :**

La contribution du PDR à ce domaine prioritaire est fortement grevée par des retards importants de mise en œuvre des différentes mesures concernées.Il y a lieu de s’interroger sur les moyens déployés pour en assurer la mise en œuvre effective ainsi que sur la pertinence de la maquette initiale (120 000 Euros de FEADER sur la démonstration, 100 000 Euros sur le conseil, 150 000 sur les projets pilotes…)

Il convient donc de reconcentrer les moyens financiers et humains afin de garantir une programmation effective tout en justifiant (par exemple au regard du niveau de formation ou de la forte structuration des acteurs) la contribution plus ciblée, voire limitée du PDR à l’innovation & la coopération quiconstituent des priorités de l’Union pour la période 2014-2020.

## **QUESTION EVALUTIVE N°2**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles favorisé le renforcement des liens entre l’agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l’innovation, y compris aux fins d’améliorer la gestion et les performances environnementales ?***

**Bilan de mise en œuvre**

*16.2.A : Projets pilotes et mise au point de nouveaux produits, pratiques, procédés et technologies dans le secteur agricole*

Ce dispositif n’a pas été déployé

*16.5.A : Actions conjointes entreprises à des fins d’adaptation aux changements climatiques ou d’atténuation de ceux-ci*

Ce dispositif n’a pas été déployé

*16.7.A : Partenariats / Elaboration et animation de stratégie locale de développement hors forêt-bois, non LEADER*

Ce dispositif n’a pas été déployé

*16.7.B : Elaboration et animation de stratégie locale de développement forestier*

2 dossiers programmés, pour un total subvention FEADER de 91 224,36 € soit 22,3 % de la maquette associée au TO 16.7.B

*16.8.A : Conception collective de plans de gestion forestière ou d’instruments équivalents*

Ce dispositif n’a pas été déployé

**Critère de jugement 1 : Les actions ont permis de renforcer les liens et les synergies entre les acteurs des territoires ruraux et de renforcer l'innovation sur ces territoires**

Ce critère de jugement est difficilement appréciable au regard de l’état d’avancement du programme.

Il est important ici de souligner le manque de programmation sur la quasi-totalité de la mesure 16. En effet, aucun dispositif (16.2.A, 16.5.A, 16.7.A, 16.8.A) n’a été à ce jour déployé.

Cependant, le dispositif 16.7.B soutient le développement forestier comme ressource locale visant à développer l’activité économique. Ainsi, à travers ce dispositif, le PDR accompagne les chartes forestières de territoire, les plans de développement de massifs forestiers, les Plans d’approvisionnement Energie-Territoires etc.

A ce titre, seulement deux dossiers ont été programmés pour un montant de 144 800,59 € de dépenses publiques totales et 91 224,36 € de subvention FEADER. Ces deux projets sont deux Plans de développement de massifs forestiers, portés par le CRPF.

**Conclusion et recommandations :**

Le PDR soutient des actions qui ciblent certaines filières, notamment le secteur forestier. Les T.O de la M16 n’étant pas tous déployés, l’action du PDR ne permet pas de favoriser le renforcement des liens entre les secteurs agricole, forestier et le monde de l’innovation malgré que ce soit une des priorités de la période 2014-2020.

Afin de renforcer la contribution du PDR au renforcement des liens entre les acteurs des secteur agricole, sylvicole et le monde de l’innovation, il faudrait envisager une modification de la logique d’intervention. La réorientation de ressources non utilisées ou mal orientées vers d’autres dispositifs plus pertinents pourrait permettre d’accroître la contribution du PDR.

## **QUESTION EVALUATIVE N°3**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l’apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l’agriculture et de la foresterie ?***

**Bilan de mise en œuvre :**

* 1.1.A : Formation professionnelle et acquisition de compétences

Le TO 1.1.A du PDR FC a fait l’objet d’un 1er AAP du 15.12.2016 au 15.02 2017. 4 dossiers ont été reçus : 3 portés par l’Union Régionale des Associations des Communes Forestières (dossiers 2015 et 2016 en attente + dossier 2017) et un porté par VIVEA.

* 1.2.A : Projets de démonstration et actions d'information

Aucun appel à projets n’a été émis sur ce T.O. Aucun dossier n’a donc été programmé.

**Critère de jugement 1 : Le niveau de connaissances et de qualification des exploitants agricoles et sylvicoles via la formation continue a augmenté. Les opérations sont cohérentes avec la politique régionale de formation.**

Disposant de seulement 4 dossiers programmés au titre du TO 1.1.A (rien de programmé sur le 1.1.B démonstration ni la sous-mesure 2.1 « conseil »), il est difficile d’interpréter l’analyse portant sur ces dispositifs. On peut cependant noter que des formations portent sur la gestion durable des forêts (portées par le CRPF) sur l’agroécologie (VIVEA). Au total, ce sont plusieurs centaines d’exploitants qui ont vocation à recevoir une formation et ainsi augmenter le niveau de connaissance des professionnels des secteurs agricole et forestier.

Le PDR soutient le développement des connaissances et facilite le changement des pratiques et la diffusion de l’innovation organisationnelle et technique. Les formations proposées respectent les objectifs fixés à travers les thématiques suivantes :

* L’aménagement forestier et la gestion durable
* Les pratiques de l'affouage et de la cession dans la gestion des forêts communales
* La valorisation du bois de la forêt communale
* La santé du troupeau et suivi sanitaire
* Les modes de production innovants en technique végétale préservant les ressources naturelles : qualité de l'eau, sol et biodiversité
* Le développement de l'agriculture et des filières biologiques en production animales
* La protection et la valorisation de l'environnement par la maîtrise de l'énergie

Le soutien à la formation dans le milieu agricole et forestier, s’appuie sur un travail de concertation régionale et un contrat d’objectifs qui a été élaboré avec la profession agricole, l’Etat et la région Bourgogne-Franche-Comté pour la période 2015-2017. Le FEADER constitue un des outils visés pour mettre en œuvre ce contrat en profitant notamment du cadre partenarial mis en œuvre via la programmation du FEADER.

**Conclusion et recommandations :**

La programmation est relativement faible sur les opérations de formation. Aucune opération n’a, par exemple, été programmée sur le volet « démonstration ». Par ailleurs, les thématiques des formations et des démonstrations sont pertinentes et cohérentes par rapport aux enjeux régionaux, et s’inscrivent dans un processus de concertation et de pilotage régional. Malgré tout, il est impossible, à ce stade de la programmation, d’affirmer que le PDR a soutenu l’apprentissage tout le long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l’agriculture et de la foresterie.

## **QUESTION EVALUATIVE N°4**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à l’amélioration des performances économiques, à la restructuration et à la modernisation des exploitations bénéficiant d’un soutien, notamment en augmentant leur participation au marché et la diversification agricole ?***

**Bilan de mise en œuvre**

*1.1.A : Formation professionnelle et acquisition de compétences*

Le TO 1.1.A du PDR FC a fait l’objet d’un 1er AAP du 15.12.2016 au 15.02 2017. 4 dossiers ont été reçus : 3 portés par l’Union Régionale des Associations des Communes Forestières (dossiers 2015 et 2016 en attente + dossier 2017) et un porté par VIVEA.

*1.2.A : Projets de démonstration et actions d'information*

Ce TO n’a pas encore été déployé.

*2.1 : Service de conseil agricole et forestier*

Ce TO n’a pas encore été déployé en raison des difficultés de mise en œuvre par voie de marché public.

*4.1.A : Aides à la construction, la rénovation et l'aménagement des bâtiments d'élevage*

6 AAP ont été lancés depuis le début de la programmation pour chaque volet (6 AAP pour le Volet Bâtiment et 4 AAP pour le Volet Effluent).

Au total, 49 dossiers soldés au titre du TO Modernisation-PMBE-Volet 2 pour un total de 865 344,04 € de FEADER

*4.1.D : Aides aux investissements en faveur de la mise en place de productions agricoles peu présentes*

2 appels à projets ont été organisés. 12 dossiers ont été programmés mais aucun n’est soldé.

*4.2.B : Aides aux investissements en faveur de la transformation et commercialisation de produits agricoles*

36 dossiers ont été programmés suite à deux appels à projets lancés en 2015 et en 2016 (pour un montant de dépenses publiques de 577 762 € dont 363 990 € de FEADER), représentant un taux d’avancement de 38 % de la programmation par rapport à la maquette.

*4.3.D : Investissements connexes aux aménagements fonciers*

Ce TO n’a pas encore été déployé.

Plusieurs TO contribuent aussi de manière secondaire à ce DP. Notamment les TO 4.1.B, 4.1.C, 4.1.E, 4.2.A et 16.2.A. La mesure 19 (LEADER) contribue aussi de manière secondaire à ce DP. La sous-mesure 4.1.B, investissements en faveur d’alternatives pour la réduction des intrants, fait notamment l’objet d’une programmation significative avec plus de 70 opérations programmées et 4 opérations déjà soldées. La mesure ICHN, particulièrement dotée financièrement, a fait l’objet d’une programmation soutenue dès le démarrage de la programmation. 2 campagnes ICHN ont été réalisées sur la période 2014-2016.

**Critère de jugement 1 : Les opérations ont contribué à la diversification des exploitations et à l’amélioration des pratiques.**

Ce critère de jugement est difficilement appréciable à ce stade de la mise en œuvre puisqu’aucune action n’a été effectivement réalisée pour la Franche-Comté. Nous ne disposons donc pas d’assez de projets programmés (et encore moins de recul) pour connaître l’impact réel du PDR sur la diversification des exploitations et à l’amélioration des pratiques.

**Critère de jugement 2 : La valeur ajoutée et les résultats d’exploitations ont augmenté notamment grâce à une réduction / mutualisation des coûts d’exploitation (facture énergétique, intrants / autonomie alimentaire, frais de mécanisation) et une meilleure maitrise en aval des prix de vente**

*Pour rappel, l’analyse présentée ci-dessous est une analyse en partie commune aux régions Bourgogne et Franche-Comté. Pour plus d’informations, voir annexe sur la DP2b.*

**Les aides à l'investissement ont permis d’amortir la perte en compétitivité des exploitations bénéficiaires en Bourgogne et en Franche-Comté, observée sur l’ensemble des filières durant la période 2012-2014. L'estimation contrefactuelle permet de conclure à un impact positif significatif des aides à l’investissement sur l'Excédent Brut d’Exploitation (EBE), la marge d'exploitation et le poids des charges d'approvisionnement dans le chiffre d'affaires.** L’impact positif des aides à l’investissement semble encore plus significatif sur les exploitations en Franche-Comté. Cela peut s’expliquer par la part importante d’exploitations spécialisées en céréaliculture et en culture de plantes oléagineuses et protéagineuses, soutenues en Bourgogne durant la période de référence (21% contre 3% en Franche-Comté), dont l’objectif poursuivi par les aides à l’investissement est plus d’ordre environnemental qu’économique (notamment via la mesure PPE). Les données disponibles sur RICA pour la Franche-Comté semblent donc se concentrer plus sur les investissements pour la filière élevage (95% des exploitations de l’échantillon) et de ce fait sur l’aide à la modernisation des bâtiments d’élevage.

L’EBE dans les exploitations bénéficiaires baisse de 18% entre 2012 et 2014 contre une baisse observée de 44% chez les non bénéficiaires. Les aides à l'investissement ont joué un rôle significatif d’amortisseur de la baisse des capacités financières qu’ont connu aussi bien les bénéficiaires que les non bénéficiaires. Sans les aides à l’investissement, on estime que les exploitations bénéficiaires auraient connu une baisse encore plus importante de 42 000 euros en moyenne sur la période 2012 – 2014 ce qui représente environ 40% de l'EBE moyen des exploitations bénéficiaires en 2014.

La marge d'exploitation dans les exploitations bénéficiaires baisse de 39% entre 2012 et 2014 contre une baisse observée de près de 60% chez les non bénéficiaires. Les exploitations bénéficiaires qui présentaient une marge d'exploitation inférieure en moyenne de 2.4 points de pourcentage en 2012 affichent une meilleure rentabilité en moyenne que les exploitations non bénéficiaires en 2014 (19% contre 13.7%). La part des aides à l'investissement dans l'évolution positive de la marge d'exploitation chez les bénéficiaires est estimée à 8 points de pourcentage en moyenne pour la Bourgogne Franche-Comté par exploitation (effet net de 10 points de pourcentage dans les seules exploitations bénéficiaires en Franche-Comté).

Le poids des charges d'approvisionnement dans les exploitations bénéficiaires s'est stabilisé aux alentours de 41.5% au sein des exploitations bénéficiaires tandis qu'il a augmenté de près de 4 points de pourcentage dans les exploitations non bénéficiaires. Ces résultats trouvent une explication dans l’augmentation du chiffre d'affaires constatée dans les exploitations non bénéficiaires tandis qu’il reste stable, en moyenne, dans les exploitations bénéficiaires. Sans les aides à l'investissement, on estime que les exploitations bénéficiaires auraient connu une augmentation du poids de leurs charges d'approvisionnement sur le chiffre d'affaires de 4.5 points de pourcentage.

**En termes de productivité du travail (indicateur R2), les exploitations bénéficiaires enregistrent une baisse de la production par UTA moins importante que la baisse de la productivité dans les exploitations non bénéficiaires. Si la productivité était plus faible chez les bénéficiaires en 2012, ils ont rattrapé la valeur des non bénéficiaires en 2014.** L'effet net des aides à l’investissement est de 13 000 euros en moyenne par exploitation bénéficiaire (effet net estimé, sous réserve de fiabilité suffisante à 17 000 euros dans les seules exploitations bénéficiaires en Franche-Comté). En d’autres termes, sans les aides à l’investissement, les exploitations bénéficiaires auraient enregistré une baisse encore plus importante de leur productivité. On notera que cet effet positif et significatif des aides à l'investissement sur la productivité du travail s’explique par un maintien du niveau de production dans les exploitations bénéficiaires, la main d'œuvre n’ayant pas évolué significativement dans les exploitations bénéficiaires et non bénéficiaires. L'impact positif des aides à l'investissement sur la productivité est confirmé par l’effet positif significatif des aides à l'investissement sur la VAB par UTA (indicateur utilisé dans le cadre de l’évaluation ex-post du PDRH 2007-2013).

En résumé, les évolutions observées chez les bénéficiaires d'une aide à l'investissement sont positives, à la fois en termes de rentabilité et de productivité. **Les aides à l’investissement ont joué un rôle d’amortisseur de la crise économique traversée par les exploitations agricoles.** Si les données régionales disponibles dans RICA n'ont pas été suffisantes pour conduire une analyse par OTEX, les estimations contrefactuelles de l'impact du PMBE sur la compétitivité des exploitations bénéficiaires conduites dans le cadre de l'évaluation ex-post du PDRH 2007-2013 concluent à un effet positif des aides à l'investissement sur la croissance et la productivité du travail des exploitations laitières spécialisées (OTEX 45) et bovins viande spécialisées (OTEX 46), à la seule différence que les exploitations laitières ont augmenté leur main d'œuvre sur la période a contrario des exploitations bovins viande ce qui a atténué la productivité du travail des exploitations laitières. Il est important de souligner que si les dispositifs s’inscrivent dans une certaine continuité par rapport à la période précédente, des évolutions ont été apportées tant en matière qualitative (approches plus intégrées qu’un simple catalogue d’aides) que quantitative (augmentation des montants moyens). Il est donc attendu que les aides à l’investissement aient un impact plus important dans les années à venir (qui sera vérifié lors du prochain exercice évaluatif en 2019).

De plus, l’enquête réalisée par le cabinet Edater[[5]](#footnote-5) montre que pour 60% des répondants, le soutien du FEADER a permis de réduire leur coût d’exploitation. De plus, 48% des répondants, le soutien du FEADER a permis d’augmenter leur production. Enfin, 24% des répondants indiquent avoir augmenté leur prix de vente unitaire (notamment via la qualité des produits ou l’accès au marché) grâce au projet soutenu par le FEADER.

Concernant la sécurisation des revenus, 32% des répondants indiquent que le soutien du FEADER leur a permis d’améliorer et de sécuriser leurs revenus.

**Critère de jugement 3 : Les mesures ont contribué à la modernisation et au maintien des activités d’élevage**

Le PDR, à travers le TO 4.1.1 soutient des actions visant la modernisation des exploitations agricoles et le maintien des activités d’élevage. Ce soutien se traduit à travers trois types d’actions qui sont notamment complétées par l’ICHN (contribution secondaire au DP2a).

***Le Plan de Modernisation des Bâtiments d’Elevage (PMBE)***

* 49 dossiers réalisés et soldés et 6 381 791,34 € d’investissement total.
* 7047,26 ha (SAU) concernés

Le maintien des activités d’élevage se justifie par l’augmentation ou la stabilité de la capacité des exploitations. On constate que grâce au PDR, il y a une augmentation du nombre de bêtes au sein des exploitations aidées, on est passé en moyenne de 114,5 UGB avant le soutien à l’investissement à 130,3 UGB en moyenne après, soit une augmentation de 14 % sur la période de programmation et sur l’ensemble des dossiers programmées au titre du TO 4.1.1 relevant du PMBE.

Les principales filières impactées par ce maintien concernent principalement les « Bovins lait » (83,6% des dossiers) et les autres herbivores (14,2%). Un seul projet de polyculture est soutenu.

Les investissements sont très divers allant de l’extension de bâtiment pour le bétail à l’amélioration de la traite ou encore à la gestion des effluents.

***Aides Aux Investissements (AAI) en faveur d’alternatives pour la réduction des intrants***

* 4 dossiers réalisés et soldés et 104 936,8€ d’investissement total.
* 4 bénéficiaires, dont 2 CUMA de 13 membres chacun et un GAEC,
* 185 ha (SAU) potentiellement concernés (SAU non fournie pour les CUMA)

Au-delà de l’aspect environnemental, ces AAI permettent de diminuer les coûts d’exploitation car la majorité des investissements vise une baisse de la consommation d’intrants (fertilisants & phytosanitaires) et donc une réduction des coûts d’exploitation. A noter que plus la moitié des investissements concerne potentiellement la filière élevage avec des équipements destinés aux cultures fourragères et permettant de ce fait de contribuer à l’autonomie alimentaire des exploitants (notamment via des groupements).

***Le Plan de Performance Energétique (PPE)***

Le PDR soutient, par cette action, des projets visant à économiser l’utilisation des ressources (énergie, eau). En effet, l’augmentation du coût de l’énergie influe directement sur la compétitivité des exploitations. On dénombre ainsi :

* 30 dossiers réalisés et soldés et 977 068,81 € d’investissement total.
* 4199,69 ha (SAU) concernés
* L’ensemble des dossiers PPE sont issus de la filière Bovin Lait sauf un dossier issu de la filière porcine.

Le PDR soutient essentiellement deux types de projets :

1. La réalisation de diagnostic énergétique (50 % des dossiers, en nombre) : visant notamment à réduire la facture énergétique et donc à rendre plus compétitive l’entreprise.
2. L’investissement dans des stations de séchage solaire fourrage en grange (50% des dossiers, en nombre)

Au-delà de la stricte question de l’efficacité énergétique, ces projets contribuent à l’autonomie alimentaire des exploitations d’élevage à travers une amélioration de la conservation et de la qualité du fourrage stocké. Ce type d’équipement permet une plus grande marge de manœuvre lors de la récolte (moins soumise aux aléas climatiques), notamment en gagnant près d’un mois en précocité, et donc des fourrages plus riches au moment de la fauche. Cette fauche anticipée permet d'avoir des repousses très tôt et donc de faire une exploitation supplémentaire (en fauche ou pâture).

Enfin, l’enquête[[6]](#footnote-6) montre que pour 79% des répondants le soutien du FEADER leur a permis de réduire l’impact de l’activité de leur exploitation sur l’environnement. De plus, 28% des répondants indiquent avoir réduit leur dépendance à des facteurs externes (climat, cours des aliments pour le bétail) grâce au projet soutenu par le FEADER.

**ICHN**

***En 2014***, 3 573 exploitations ont bénéficié de l’ICHN, soit 39% des exploitations de la région Franche Comté, et 52% des exploitations relevant des OTEX avec élevage (données 2013 de l’Enquête Structures pour les références régionales). La majeure partie des exploitations est située dans le Doubs (55% des exploitations bénéficiaires) et dans le Jura (27%). 57% des exploitations sont situées en zone de montagne, 22% en zone piémont et 21% en zone défavorisée simple. Les exploitations bénéficiaires représentent une SAU de 371 886 ha, soit 55% de la SAU des exploitations.

Avec près de 59 millions d’Euros de paiements, l’aide moyenne s’établissait à 16 454 Euros par exploitation, ce qui représente un apport financier significatif pour les exploitations d’élevage extensif dans des zones défavorisées. Les résultats de l’évaluation ex post du PDRH soulignent d’ailleurs que l’ICHN, en permettant de diminuer l’écart de revenu entre les élevages bénéficiaires et l’ensemble des élevages, participe largement au maintien des élevages herbagers, en particulier en zone de montagne.

***En 2015***, 4 298 exploitations ont bénéficié de l’ICHN, soit 46% des exploitations de la région Franche Comté. La majeure partie des exploitations aidées est située dans le Doubs (48,7% des exploitations bénéficiaires), en Haute Saône (25,2%) et dans le Jura (24,1%). 46,7% des exploitations sont situées en zone de montagne et 53% dans d’autres zones (notamment en zone piémont laitier et en zone défavorisée simple).

Avec près de 48 millions d’Euros de paiements, l’aide moyenne s’établissaient à 11 179 Euros par exploitation, ce qui représente une baisse de près de 5 000 Euros par rapport à 2014. Cependant, cela représente un apport financier significatif pour les exploitations dans les zones défavorisées.

**Conclusion et recommandations :**

Les aides à l’investissement ont permis d’amortir la perte de compétitivité des exploitations bénéficiaires sur le territoire de la nouvelle région. L’effet semble être particulièrement significatif en Franche-Comté, et notamment sur la filière lait. La concentration sectorielle des aides et la hausse des montants moyens des aides attribuées (dans une logique d’investissements intégrés) devrait contribuer à l’amélioration de l’efficacité des interventions du PDR en la matière.

Comme cela a été spécifié à de nombreuses reprises, l’évaluation des effets des opérations contribuant au changement des pratiques ou à l’acquisition de compétences ne peut être effectuée que sur un temps long. Par ailleurs, le retard de programmation sur les mesures « formation » et « démonstration » semble confirmer que cette évaluation ne pourra être effectuée qu’à partir de 2019. Pour ce faire, il convient d’accélérer le déploiement de la mesure 1.

Le PDR contribue effectivement à la modernisation des bâtiments dans les exploitations agricoles ainsi qu’au maintien des activités d’élevage grâce à une réduction de la pénibilité au travail et à une augmentation de l’autonomie alimentaire. Afin de parvenir à ces résultats, le PDR déploie un ensemble de dispositifs soutenant les investissements (AAI), la modernisation des bâtiments d’élevage (PMBE) ou encore la réduction de l’usage et du rejet des intrants (PPE). Précisons que l’analyse portant sur l’amélioration de l’autonomie alimentaire demande un temps de recul plus long et que, de ce fait, elle n’a pu être effectuée dans le cadre de cette évaluation.

## **QUESTION EVALUATIVE N°5**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l’entrée d’exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l’agriculture, et en particulier le renouvellement des générations ?***

**Bilan de mise en œuvre**

La PDR présente 469 dossiers engagés en date du 31 décembre 2016 au titre de l’aide DJA (6.1.A) depuis le début de la programmation représentant un montant total d’engagements de près de 10 millions d’euros. Après une année 2014 présentant un nombre conséquent d’opérations programmées (200 opérations), les années 2015 et 2016 marquent le pas avec moins de 150 dossiers programmés par an.

On dénombre 1019 autorisations de financement au titre du TO 6.1.B (Prêts Bonifiés) mais qui concernent dans leur quasi-totalité des installations datant d’avant 2014. Le dispositif des prêts bonifiés (6.1.2) s’est révélé peu attractif et pertinent depuis 2014, notamment au regard du faible niveau des taux d’intérêts actuels. Deplus, les conditions réglementaires, qui ont évolué, ne permettent plus de bonifier des prêts sur plus de 5 ans. *A*ujourd'hui, la lourdeur et le coût du dispositif des prêts bonifiés n'apparaissent pas justifiés au regard des résultats produits par cette politique publique. Cette situation fait peser sur les aides à l'installation dans leur ensemble un risque de perte d'efficacité dans la mesure où la DJA et les prêts bonifiés sont deux dispositifs d'aide étroitement associés. Il est donc supprimé depuis fin mai 2017 pour les nouvelles installations.

Concernant l’analyse de la contribution de la sous-mesure 6.4, elle est très limitée dans la mesure où seules 8 opérations ont été programmées en 2015 et 2016 sur le T.O 6.4.C avec 163 408 € d’aides publiques. Le T.O 6.4. A n’a, lui, pas fait l’objet de programmation.

En matière de programmation sur les mesures ayant une contribution secondaire, on note un important retard de programmation pour les mesures 1 et 2 (voir QE sur la P1). La mesure 3, aide à la certification agriculture biologique, a fait l’objet de deux AAP : 102 dossiers pour 77 528 € de FEADER ont été programmés. Les informations fournies (PV du Comité de sélection) ne permettent pas d’identifier d’éventuels jeunes agriculteurs bénéficiaires de ce dispositif d’aide à la certification. Concernant la mesure 4.1 (A, B, Cet E), il est possible d’identifier 12 bénéficiaires de la DJA ayant également émargé sur la sous-mesure 4.1. Ces jeunes agriculteurs bénéficiaires de la DJA et de l’aide à l’investissement émargent principalement sur le dispositif révisé d’aide à la construction, rénovation et aménagement des bâtiments d'élevage (ex PMBE) et de manière plus marginale sur le matériel destiné à réduire la consommation d’intrants.

**Critère de jugement 1 : Le dispositif a contribué à la stabilité (si possible à la croissance) de la part des exploitants de moins de 35 ans et à la compensation des départs, en particulier dans les zones de déprise importante.**

Le dispositif a permis de soutenir l’installation de 469 jeunes agriculteurs depuis 2014. Sur la période 2014-2015, on peut estimer que plus de 62,5% des installations des exploitants de 40 ans ou moins ont été soutenus via les aides DJA (recroisement avec les données MSA sur le nombre total d’installations). La DJA a permis de soutenir 48,5% du total des installations dans la région, hors classe d’âge (et hors transfert entre époux), sur cette période.

L’âge moyen des exploitants aidés via la DJA s’élève à un peu moins de 26 ans. Ce chiffre se situe en dessous de la moyenne française qui oscille entre 27 et 30 ans en fonction des années. Cependant, les femmes ont tendance à s’installer plus tardivement que les hommes, avec une moyenne d’âge proche de 30 ans pour les bénéficiaires de la DJA en Franche-Comté.

Toujours comparé aux données MSA, on estime que 94,7% des jeunes agriculteurs bénéficiaires de la DJA avaient 35 ans ou moins lors de l’installation (date d’installation retenue dans la base de données) contre une moyenne de 88,3% pour le total des installations des 40 ans ou moins.

Le dispositif semble ainsi contribuer de manière certaine au maintien de la part des exploitants de moins de 35 ans. Il faut par ailleurs noter que le solde en matière de nombre d’exploitants agricoles semble se maintenir dans la région. Le taux de renouvellement calculé à partir des données MSA (entrées/sorties du régime) est proche de 95% sur les années 2014-2015. Ce taux est d’ailleurs supérieur à celui observé sur les années 2011-2013 (inférieur à 90%).

Les bénéficiaires des aides pour les jeunes agriculteurs se répartissent principalement sur les départements du Doubs (49 %), du Jura (27,4 %) et dans une moindre mesure la Haute Saône (21,5 %). Seulement 2 % des exploitants soutenus (DJA) proviennent du Territoire de Belfort. Cette répartition s’inscrit dans la moyenne régionale. En effet, d’après la Chambre d’Agriculture de Franche-Comté, le département du Territoire de Belfort a connu ces dix dernières années une forte diminution du nombre d’exploitations : près de 5 % des exploitations ont disparu depuis 2000 (3% pour le Doubs ou le Jura). D’après les données MSA plus récentes, seules 3% des installations des moins de 40 ans dans la région ont eu lieu dans ce département. Cela permet tout de même d’identifier une marge de manœuvre supplémentaire en matière de ciblage sur ce territoire à enjeu.

Il est également important de noter que le dispositif a fortement soutenu l’installation dans les zones défavorisées (zones soumises à des contraintes naturelles importantes et zone de montagne) qui représente 97% des installations aidées (98% des SAU à comparer aux 96,2% de SAU totale en zones défavorisées). En effet, la quasi-totalité des surfaces agricoles en Franche-Comté est classée en zone à handicap naturel.

De plus, le dispositif a contribué plutôt fortement à la stabilité du nombre des jeunes exploitants dans les zones de déprise importante. En effet près de 42% des jeunes exploitants aidés sont issus des zones de montagne (31,6% des SAU par rapport aux 27,8% des SAU totale de la région) et sont situés principalement dans le département du Doubs puis du Jura.

Concernant le format d’installation 31,7 % des bénéficiaires de la DJA se sont installés en dehors du cadre familial. C’est un élément essentiel à noter considérant que l’installation hors cadre familial est un élément fort et important en Franche-Comté au regard de l’orientation professionnelle des enfants issus de famille d’agriculteurs. A noter que 96 % d’entre eux sont installés dans des zones défavorisées ou de montagne mais concernent proportionnellement moins l’élevage (lait et viandes) que l’ensemble des installations aidées. A contrario, la totalité des installations aidées dans la filière maraîchage concerne des installations hors cadre familial*.*

Enfin, l’enquête réalisée par Edater[[7]](#footnote-7), montre que 56,6% des bénéficiaires d’un soutien à l’installation considèrent que ces dispositifs leur ont permis d’améliorer leurs conditions de travail. De plus, 33% des répondants indiquent que le soutien du FEADER leur a permis de sécuriser un fond de roulement suffisant pour les premières années d’exploitation (sécurisation d’une situation financière suffisante, permettre de vivre et de se verser un revenu au début). Aussi, une majorité des répondants (52%) considèrent que ces dispositifs d’aides à l’installation leur ont permis d’améliorer la viabilité économique de leur projet.

* Répartition des jeunes exploitants aidés par secteur et filière d’activité

Ces aides à l’installation ont pour objectif de développer une agriculture durable par l’engagement de ces jeunes agriculteurs dans une dynamique de gestion durable des ressources. Cette gestion durable peut avoir plusieurs aspects comme par exemple la diversification sur le territoire des types d’agricultures.

On constate que les jeunes exploitants soutenus par les actions du PDR, plus de 72% font de l’élevage bovin lait, 13% de l’élevage herbivores et 5,3% de la Grande cultures. Si cela n’est pas surprenant pour la région, il convient de souligner que les données MSA présentent un pourcentage d’installations des moins de 40 ans de moins de 50% dans la filière Bovin-lait. La représentation des filières bovin viande et grandes cultures est à peu près identique tandis qu’il semble y avoir plus d’installations hors DJA dans les secteurs du maraîchage, de la viticulture et de l’élevage-dressage de chevaux, filière qui semble se développer fortement.

Il est par contre important de noter que le PDR a soutenu fortement l’installation en agriculture biologique. En effet, 11,64% des jeunes exploitants aidés se sont installés en Agriculture biologique et représentent près de 6,7% de la SAU totale soutenue. 36 % de ces installations en AB produisent du lait et 27 % de l’horticulture/maraîchage. Pour information, au niveau régional, la part des exploitations en agriculture biologique est de 5,4 % et représentent 6,6 % de la SAU régionale[[8]](#footnote-8).

**Critère de jugement 2 : Des jeunes exploitants formés de manière adaptée sont entrés dans le secteur**

Les conditions d’accès à l’aide DJA reposent notamment sur la capacité professionnelle agricole des candidats à l’installation, notamment via les conditions suivantes :

* la détention ou l'acquisition d'un diplôme de niveau IV (bac professionnel ou brevet de technicien agricole)
* la réalisation d'un Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP) : plan d'actions pour compléter vos compétences au travers de formations et stages en exploitations ou en entreprises.

En l’absence de données de programmation précises sur le niveau de qualification des bénéficiaires et de données de contexte actualisées, il n’est possible que de mettre en avant des données relativement anciennes qui démontraient que seuls 38% des jeunes qui s’installaient sans aide DJA étaient susceptibles de répondre aux critères mentionnés ci-dessus.

Au niveau national, l’enquête 2013 sur la structure des exploitations agricoles souligne que 92 % des exploitants ayant perçu la DJA avaient un niveau de formation agricole au moins égal au baccalauréat (et 38 % de niveau études supérieures), contre 40 % seulement pour les non bénéficiaires de la DJA de la même classe d’âge (et 18 % de niveau études supérieures). Les exploitantes les plus jeunes (moins de 40 ans) sont nombreuses à ne pas avoir de formation agricole (40 % contre 13 % des hommes) ce qui constitue une vraie barrière à l’entrée pour ce dispositif.

Sur ce dernier point, on note que les femmes représentent en moyenne 15% des bénéficiaires de la DJA, ce qui est au-dessous de la moyenne régionale (environ 20% d’exploitantes agricole). Il convient surtout de mettre ce chiffre en perspective avec les 32% de femmes s’installant dans la région annuellement (hors transfert entre époux, source MSA), et 22% pour les moins de 40 ans. Si ce taux doit être pris avec précaution, les études disponibles (enquête structures, recensement) démontrent que les femmes s’installent plus tardivement en agriculture, souvent dans une logique de reconversion professionnelle. La proportion de femmes s’installant après 40 ans étant élevée, la DJA ne leur est donc pas accessible. Par ailleurs, même celles ayant 40 ans ou moins peuvent ne pas avoir accès au dispositif du fait de l’absence de qualification ou de respect des conditions de dimensions économiques.

**Critère de jugement 3 : De nouvelles activités non agricoles dans les exploitations, dont l’hébergement touristique ont été développées**

*Le déficit de programmation ne permet pas de traiter ce critère de jugement.*

**Conclusion et recommandations :**

Le programme soutient le renouvellement des générations du fait de la jeunesse de ses bénéficiaires ainsi que du fait que la proportion des jeunes installés aidés parmi les jeunes installés est importante. Il semblerait donc que le renouvellement générationnel de la population agricole franc-comtoise soit assuré. Par ailleurs, cette contribution du PDR au renouvellement générationnel est particulièrement marquée dans les territoires caractérisés par des handicaps naturels. Cependant, le dispositif DJA semble peiner à contrer le phénomène de diminution de l’activité agricole dans le Belfort. Précisons que le dispositif DJA ne semble pas contribuer à la diversification de la production agricole.

De plus, au travers de ses actions en faveur de la formation, ainsi qu’en intégrant un critère de détention de diplôme pour pouvoir bénéficier du dispositif DJA, le PDR favoriser l’entrée de jeunes exploitants agricoles qualifiés. Notons cependant que cette exigence de détention de diplôme constitue un obstacle pour les femmes, malgré une évolution positive par rapport à l’ancienne programmation.

## **QUESTION EVALUATIVE N°6**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d’approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles ?***

**Bilan de mise en œuvre :**

* 1.1.A : Formation professionnelle et acquisition de compétences

Le TO 1.1.A du PDR FC a fait l’objet d’un 1er AAP du 15.12 au 15.02 2017. 4 dossiers ont été reçus : 3 portés par l’Union Régionale des Associations des Communes Forestières (dossiers 2015 et 2016 en attente + dossier 2017) et un porté par VIVEA.

* 1.2.A : Projets de démonstration et actions d'information

Aucun appel à projets n’a été émis sur ce T.O. Aucun dossier n’a donc été programmé.

* 3.1.A : Aide à la certification biologique

Au 31 décembre 2016, ce sont 102 dossiers qui ont été engagés sur ce T.O.

* 4.2.A : Soutien aux investissements des industries agroalimentaires

Au 31 décembre 2016, ce sont 34 dossiers qui ont été programmés sur ce T.O, pour un total de 6 414 762 € de dépenses publiques, dont 4 041 300 € de FEADER, soit 57.7% de la maquette prévue. 2 dossiers ont été payés.

* 4.2.B : Aides aux investissements en faveur de la transformation et commercialisation de produits agricoles

36 dossiers ont été programmés suite à deux appels à projets lancés en 2015 et en 2016 (pour un montant de dépenses publiques de 577 762 € dont 363 990 € de FEADER), représentant un taux d’avancement de 38 % de la programmation par rapport à la maquette.

**Critère de jugement 1 : Développement de filières locales et de nouveaux marchés (yc. à l’export).**

Le T.O 4.2.A est le principal contributeur à l’émergence de filières locales et de nouveaux marchés en répondant aux besoins de consolidation et de création d’outils industriels, à la fois destinés à des investissements individuels ou collectifs. Les investissements menés poursuivent l’objectif d’améliorer les performances industrielle et environnementale des entreprises tout en leur permettant de gagner en compétitivité afin de pouvoir développer leurs marchés actuels ainsi que d’en trouver de nouveaux. Ce dispositif présente une bonne dynamique de programmation avec un total de 34 dossiers qui ont été programmés sur ce T.O au 31 décembre 2016 conduisant à un engagement de plus de la moitié de l’enveloppe budgétaire allouée avec des investissements totaux par dossier allant de 300 000 € à plus de 3 millions d’€ (mais plafonné à ce montant). Ce fort dynamisme amène à effectuer une sélection des dossiers.

Le dispositif soutient très majoritairement des opérations de modernisation, d’agrandissement ou de fusion de fromageries[[9]](#footnote-9) (notamment les fruitières pour le Comté mais également la fabrication du morbier, Gruyères AB, munster etc.) dans les territoires du Doubs (très forte présence de l’activité fromagerie), du Jura et dans une moindre mesure de la Haute-Saône. Ces investissements permettent notamment d’accroître les capacités de production et/ou d’améliorer la compétitivité des entreprises à travers la réduction ou la mutualisation des coûts de production. Par ailleurs, précisons que la présence d’au moins un produit sous SIQO dans l’activité de l’entreprise constitue un des critères de sélection des projets, démontrant la prise en compte de la valorisation des produits et de l’intégration de la démarche qualité et ainsi un meilleur rayonnement de la production régionale.

Le T.O 4.2.B permet quant à lui le financement de constructions, d’achats, d’aménagements intérieurs ou extérieurs, le conditionnement des productions agricoles issues des exploitations, afin de permettre leur vente. Il finance également des investissements en faveur de la modernisation des ateliers ou processus de transformation de la production agricole. Ce faisant, il contribue potentiellement au développement de filières locales et de nouveaux marchés mais avec certaines limites (voir critère suivant).

**Critère de jugement 2 : Augmentation de la valorisation directement réalisée par les producteurs primaires et augmentation / sécurisation de la part du prix final des produits agricoles conservée par les producteurs.**

Le dispositif soutient la transformation et la commercialisation de produits agricoles par les exploitations agricoles (4.2.b) et vise à améliorer la valorisation et la valeur ajoutée des productions.

Cette mesure contribue notamment à répondre aux demandes locales en favorisant la vente directe pour les exploitants agricoles. Une enveloppe de près d’un million d’Euros de FEADER est consacrée à ce dispositif pour la programmation 2014-2020. A ce jour, 36 opérations ont été programmées dans le cadre de ce dispositif, majoritairement des petites opérations liées à la commercialisation à la ferme.

Il faut souligner que l’agriculture dans la région est fortement spécialisée et structurée autour de la filière lait-fromage, à travers des coopératives regroupant un grand nombre d’exploitations. Ceci explique en partie pourquoi ce dispositif n’est pas nécessairement le plus adapté au contexte régional où les regroupements de producteurs peuvent émerger sur des dispositifs plus ambitieux (voir ci-après).

Le dispositif 4.2.A de soutien aux investissements des industries agroalimentaires est ainsi visé par ces coopératives agricoles puisque l’on retrouve 16 opérations, c’est à dire 57% des dossiers, ayant une forme juridique de type SCOOP ou COOP. Ainsi, les producteurs de lait maitrisent de facto la chaine de valeur puisqu’ils sont copropriétaires des outils de transformation et même parfois de distribution de la production. En se réappropriant l’outil de production et en réduisant ainsi les intermédiaires, le producteur perçoit ainsi une part plus importante du prix de vente, rendant son travail plus rémunérateur.

A noter également qu’un autre critère de sélection fait référence à la nécessité, pour le bénéficiaire, de commercialiser en vente directe pour plus de 10% de son chiffre d’affaires, ce qui permet le développement de filières locales à circuits courts.

Une autre intervention régionale vise à l’augmentation de la valorisation de la production des exploitations agricoles à travers la "Certification à l'Agriculture Biologique". La certification en agriculture biologique permet en effet une meilleure valorisation de la production agricole et correspond à une demande croissante de la part des consommateurs, garantissant donc des débouchés.

Au niveau régional, depuis 2008, l’évolution du nombre d’exploitations et des surfaces en mode de production biologique est positive. Les surfaces certifiées bio ont crû, passant de 40 000 à 70 000 hectares. La progression des surfaces en conversion est disparate selon les années, oscillant entre 7000 et 10000 ha en conversion entre 2012 et 2014[[10]](#footnote-10). En ce qui concerne la mesure 3.1.a, un total de 102 dossiers ont été programmés sur ce T.O, montrant l’importante prise en compte de cette problématique par le PDR. L’effet recherché au travers de ce T.O est d’amplifier la dynamique de conversion des surfaces agricoles à l’agriculture biologique. Par ailleurs, les productions apicoles et hélicicoles sont plus particulièrement ciblées, puisque la totalité de la production et des surfaces des projets dont la production est le miel ou les escargots comestibles devront répondre aux critères de l’agriculture biologique. En accompagnant la conversion à l’agriculture biologique, facteur de valorisation de la production agricole, le PDR contribue à la valorisation de la production agricole en région.

**Critère de jugement 3 : Les actions de formation ont permis aux agriculteurs de mieux s'intégrer dans la chaîne de production et de s'adapter à de nouvelles pratiques.**

Si aucune opération n’a effectivement été lancée, l’appel à projet lancé fin 2016 laisse apparaitre une réponse portée par Vivea qui présente une action spécifique de formation sur la thématique du développement de l'agriculture et des filières biologiques en productions animales, dans une logique de changement de pratiques et de valorisation de la production en amont. Ceci permettra d’accompagner la dynamique en matière d’investissement de de certification.

**Conclusion et recommandations :**

Le PDR contribue à la valorisation de la production agricole, en particulier dans la filière du lait, via des investissements dans la transformation et la commercialisation. Ces investissements portés par des coopératives agricoles et des entreprises permettent par ailleurs de mieux contrôler la chaine de valeur, facilitant un accroissement de la part finale perçue par le producteur primaire. Par ailleurs, le PDR prend en compte de manière importante la valorisation de la production agricole à travers la certification en agriculture biologique.

Notons cependant qu’il serait nécessaire de veiller à ce que d’autres filières agroalimentaires puissent bénéficier de ces dispositifs, en particulier dans les départements de la Haute-Saône et le territoire de Belfort, qui sont moins spécialisés dans la fabrication de fromages.

## **QUESTION EVALUATIVE N°7**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention et la gestion des risques agricoles ?***

**Bilan de mise en œuvre.**

Comme indiqué dans le PDR, le DP3B n’a pas été retenu car aucune mesure du PDR Franche-Comté ne soutient directement la prévention et la gestion des risques dans les exploitations. Pour rappel, l’analyse portera donc sur les T.O ayant une contribution secondaire.

**4.1.C : Aide aux investissements en faveur d’alternatives pour la réduction des intrants.**

Au 31 décembre 2016, ce sont 84 dossiers qui ont été programmés sur ce T.O, pour un total de 699 741 € de dépenses publiques dont 414 455 de FEADER. 4 dossiers ont été payés.

**6.4.C : Aide aux investissements dans des activités non agricoles.**

Au 31 décembre 2016, ce sont 7 dossiers qui ont été programmés sur ce T.O, pour un total de 163 408 € de dépenses publiques, dont 102 947 € de FEADER.

**Critère de jugement 1 :** **Les actions de formation et de conseil ont traité de la prévention des risques sanitaires et des accidents du travail**

Le TO 1.1.A du PDR FC ne présente pas encore de programmation effective mais a fait l’objet d’un 1er AAP du 15.12.2016 au 15.02 2017. 4 dossiers ont été reçus : 3 portés par l’Union Régionale des Associations des Communes Forestières et un porté par VIVEA.

On note que certaines thématiques sont directement ou indirectement reliées à la question de la prévention et à la gestion des risques :

* Risque sanitaire : santé du troupeau et suivi sanitaire
* Risque environnemental et santé des agriculteurs : modes de production innovants en technique végétale préservant les ressources naturelles
* Risque économique : développement de l'agriculture et des filières biologiques en production animales

On note par contre qu’aucun appel à projets n’a été lancé en ce qui concerne des projets de démonstration et actions d'information (TO 1.2.A). Aucun dossier n’a donc été programmé.

**Critère de jugement 2 : Les opérations d‘investissement améliorent les conditions de travail et la qualité sanitaire / traçabilité des produits**

Rappelons tout d’abord que l’ensemble des T.O, sur lesquels l’analyse qui suit est construite, présentent des contributions secondaires au DP 3A.

Le T.O 4.1.C a pour objectif la réduction des intrants (produits fertilisants, phytosanitaires, pesticides, semences et plants,). Le risque sanitaire que représentent ces substances est majeur pour les agriculteurs ainsi que pour les populations vivant à proximité des exploitations. L’action déployée dans le cadre de ce T.O est complémentaire avec les actions déployées dans le cadre d’Ecophyto II, un plan national visant à la réduction des intrants en agriculture. Afin de réduire l’usage des intrants, le T.O 4.1.C finance tout d’abord du matériel permettant de réduire la quantité d’intrants utilisés (matériel d’épandage…). Au-delà de la limitation des usages, le T.O vise également à promouvoir des techniques alternatives, afin de réduire cet usage tout en sécurisant les exploitations sur le plan économique. En favorisant la réduction d’intrants, le PDR contribue donc à une amélioration de la qualité de la production, ainsi qu’à une réduction du risque sanitaire pour l’ensemble de la population consommatrice de la production, ce qui est une importante externalité positive de son action.

Le T.O 6.4.C contribue à sécuriser l’équilibre économique des exploitations agricoles face à des crises climatiques ou économiques sur les prix des produits agricoles, en permettant de développer des activités connexes à l’activité agricole comme, par exemple, l’agritourisme.

Il convient enfin de souligner que le TO 4.2.a, investissement dans l‘Industrie Agro-Alimentaire, intègre un critère spécifique de sélection sur la contribution des équipements à la sécurité sur les lieux du travail et la réduction de la pénibilité.

**Conclusion et recommandations :**

En contribuant à la réduction de l’usage des intrants, qui constituent un facteur de risque sanitaire important à la fois pour la population agricole et pour les populations en général, le PDR contribue à l’amélioration des conditions de travail des exploitants. Il convient également de noter la volonté du PDR de contribuer à l’amélioration des conditions de travail dans l’industrie agro-alimentaire.

Le PDR soutient la démarche qualité, qui favorise la traçabilité des produits et dont le cahier des charges induit une amélioration des conditions de travail et la prévention des risques agricoles (usage des intrants…). Des formations sur les risques sanitaires sont également prévues pour la filière élevage.

## **QUESTION EVALUATIVE N°8**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la restauration, la préservation et l’amélioration de la biodiversité, y compris dans les zones NATURA 2000, les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d’autres contraintes spécifiques et l’agriculture à haute valeur naturelle, et les paysages européens ?***

**Bilan de mise en œuvre**

Données de programmation à fin 2016 (mesures à contribution principale retenues dans l’analyse).

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Maquette Feader** | **Nbre de dossiers engagés** | **Montants FEADER engagés (€)** | **Paiements FEADER (€)** | **Nbre de dossiers soldés** |
| M7.1.B | 2 219 490  | 22 | 402 711  | 0 | 0 |
| M7.6.D | 3 780 510 | 38 | 1 260 207 | 0 | 0 |
| M7.6.C | 4 526 000 | 6- milieux non agricoles non forestiers (+1 forestier retenu en cosel) | 134 652  | 0 | 0 |
| M7.6.A  | 400 000  | 9 | 23 257  | 0 | 0 |
| M7.6.B  | 450 000 | 5 (+6 retenus en cosel 2016) | 74 431  | 0 | 0 |
| M10 | 27 551 771  | 4 086 | 14 027 741 | 14 027 741 | 4 086 |
| M13 | 239 753 908  | 7 868 | 58 790 077 | 58 790 077 | 7 868 |

Données de programmation à fin 2016 (mesures à contribution secondaires retenues dans l’analyse) :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Maquette**  | **Nbre de dossiers engagés** | **Montants FEADER engagés (€)** | **Paiements (€)** | **Nbre de dossiers soldés** |
| M4.1.C | 840 000  | 73 | 371 132  | 149 115  | 4 |

**Critère de jugement 1 : Les opérations ont favorisé l’adoption durable de pratiques favorables à la biodiversité, en particulier dans les zones à enjeu (N2000,…)**

M7.6.D Animation Natura 2000

La Région Franche Comté compte 75 sites Natura 2000, équivalents à 260 363 hectares, soit environ 16% du territoire régional. 89% de ces sites Natura 2000 sont dotés d’un document d’objectifs approuvé entre 2000 et 2013.

Le T.O 7.6.D permet de financer la mise en œuvre des DOCOB des sites Natura 2000, à travers des actions d’animation :

* actions de sensibilisation et de communication auprès des propriétaires ou gestionnaires d’espaces
* actions de démarchage auprès des propriétaires ou gestionnaires pour la mise en œuvre des mesures contractuelles (contrats Natura 2000, MAEC), et non contractuelles (chartes)
* actions d’appui technique aux bénéficiaires pour le montage de contrats
* actions de suivi de la mise en œuvre du DOCOB et d’évaluation de la nécessité de mise à jour du DOCOB
* actions de conduite d’études, d’inventaires et de suivis scientifique.

Cette mesure du volet Natura 2000 a rapidement été mise en place afin de maintenir les postes d’animateurs déjà présents et permettre la continuité de leur travail. Les outils d’instructions des mesures 7.1B (Elaboration et révision des DOCOB) et 7.6C (Contrats Natura 2000) n’étant pas opérationnels, ces mesures ont été ouvertes tardivement. Des débuts d’engagement sont toutefois observés sur ces mesures (22 dossiers pour 402 711 euros de FEADER pour 7.1.B, 6 dossiers et 1 260 207 euros de FEADER sur 7.6C, sur des dossiers non agricoles non forestiers).

Le nombre de sites bénéficiant d’une animation est de 69 en 2015 et 72 en 2016 (soit 96% des sites en 2016). A la fin 2016, 38 dossiers sont engagés soit 1,493 millions d’euros de FEADER programmés, pour 18 ETP. L’ensemble des sites animés bénéficient d’un soutien par le FEADER, un dossier pouvant correspondre à plusieurs sites. L’animation est identifiée comme un levier important pour la mise en place de pratiques de pratiques de gestion favorables à la biodiversité.

M10 API/PRM

La mesure PRM vise à soutenir la diversité génétique dans les exploitations d’élevage, en encourageant la conservation de races à petits effectifs. 12 contrats ont été signés en 2014, correspondant à 34 UGB (100% dans le département du Doubs), soit une faible part des UGB régionales, ce qui est cohérent avec la logique très spécifique de ce dispositif (ciblage sur des races à effectifs limités).

La mesure API vise à améliorer le potentiel pollinisateur des abeilles domestiques, par une modification des pratiques apicoles afin de mieux mettre cette activité au service de la biodiversité. Cette opération consiste à maintenir sur l'exploitation un nombre de colonies d'abeilles, en particulier dans des zones dites « intéressantes pour la biodiversité » identifiées à l’échelon régional. 6 contrats ont été signés en 2014, pour 1075 colonies (100% dans le département du Jura), soit 5% du nombre de colonies présentes en Franche Comté. Ce dispositif apporte un soutien à la filière apicole par ailleurs peu soutenue, et participe en ce sens au maintien et au renforcement de cette activité.

M10 MAEC

Sur la période 2014-2016, les seuls dispositifs ayant fait l’objet de paiements sont les dispositifs de la transition (campagne 2014), soit la Prime Herbagère Agro-Environnementale et les Mesures Agro-Environnementales territorialisées (MAEt).

Les MAEC répondant aux enjeux biodiversité sont prioritairement localisées dans les Zones d’Actions Prioritaires que sont les sites Natura 2000, les périmètres de présences des espèces ou groupes d’espèces concernés par les Plans nationaux d’actions identifiées comme prioritaires, les continuités écologiques prioritaires retenues dans le schéma régional de cohérence écologique (SRCE), les zones naturelles d’intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF).

L’indicateur cible commun T9 fait état de 239 614,79 ha contractualisés sur le domaine prioritaire 4A, soit près de 37% de la SAU. Ces surfaces prennent en compte les surfaces souscrites en PHAE, ainsi que les surfaces souscrites sur des engagements unitaires contribuant aux domaines prioritaires 4A, selon l’affectation retenue par l’autorité de gestion régionale. Elles ne prennent pas en compte les surfaces primées par l’ICHN (le recoupement n’ayant pas été possible).

PHAE

La PHAE vise au maintien de surfaces en herbe gérées de manière extensive, c’est-à-dire mettant en place des pratiques respectueuses de l’environnement. Le cahier des charges de la PHAE fait référence aux exigences suivantes : un seuil minimal de 75% de surfaces herbagères dans les exploitations, un taux de chargement compris entre 0,35 UGB/ha et 1,4 UGB/ha, la présence d’éléments fixes de biodiversité et leur maintien, des limitations en termes de fertilisation, une suppression du désherbage chimique, et des limitations pour le retournement des prairies sur la durée de l’engagement.

En Franche Comté, 3239 exploitations ont été bénéficiaires de la PHAE en 2014 (seule année d’activation du dispositif), soit 57% des exploitations d’élevage. 58% des exploitations bénéficiaires sont situées dans le Doubs. Les exploitations bénéficiaires totalisent une surface primée de 233 227 hectares, soit 52% des surfaces régionales toujours en herbe et prairies temporaires. La surface des prairies dans le Doubs représente 42% de la surface totale des prairies de la région et 56% des prairies bénéficiaires de la PHAE. 11% des surfaces primées sont situées en zone Natura 2000, soit 24 675,5 hectares.

La PHAE a ainsi été mobilisée par une part très significative des élevages herbagers régionaux, dont l’emprise territoriale est très importante (les surface herbagères représentent 67% de la SAU des exploitations régionales). La PHAE participe ainsi au maintien de surfaces en herbes gérées de manière extensive, favorables à la biodiversité, dans une logique de maintien des pratiques et de pérennisation des systèmes.

Les résultats de l’évaluation ex-post du PDRH menée au niveau national montrent que la PHAE (le cahier des charges n’ayant pas évolué entre les deux périodes 2007-2013 et 2014-2020) participe au maintien des systèmes d’élevage herbagers, en particulier les plus extensifs et dont les pratiques en place répondent déjà au cahier des charges. Par ailleurs, une analyse quantitative menée par AgroSup Dijon dans le cadre de cette évaluation (analyse de corrélation entre intensité du soutien herbager et maintien des prairies) a montré que financer 10ha de surface engagée en PHAE permettait de conserver 1,6 ha de prairies permanentes.

MAE territorialisées (MAEt)

478 exploitations ont bénéficié de MAEt sur la campagne 2014, pour 829 mesures souscrites (certaines exploitations ayant contractualisé plusieurs MAEt). Au total, ce sont 158 mesures différentes qui ont été souscrites sur 44 territoires. Les contractualisations représentent 8 700 hectares, soit 1,31% de la SAU des exploitations régionales.

Au total, 24 265 ha sont concernés par la mise en place d’engagements unitaires (une MAEt étant la combinaison de plusieurs engagements unitaires). L’engagement unitaire SOCLEH01 représente à lui seul 28% des engagements unitaires souscrits, suivi de Herbe\_01 (17%), Herbe\_03 (15%), Herbe\_04 (9%). On note ainsi une concentration des réalisations des MAEt sur les pratiques de gestion herbagères extensives.

Les engagements unitaires Ferti\_01, Herbe\_02, Herbe\_03, Phyto\_04, Phyto\_05, Phyto\_14, Phyto\_15, liés à la gestion des intrants ont été souscrits sur 7 603 hectares, soit 31% des engagements unitaires.

**Surfaces contractualisées par type d’engagements unitaires**



Par ailleurs, 1 seule mesure linéaire a été souscrite par 1 bénéficiaire : 1 480 ml ont été contractualisés sur de l’entretien de haies.

668 mesures (6 388 hectares) souscrites sont sur des territoires à enjeux biodiversité dont 6 373 hectares sont en zone Natura 2000, (soit 1,3% de la surface totale des sites Natura 2000). La totalité des mesures souscrites sur des zones à enjeux biodiversité sont sur des surfaces herbagères. 6 engagements unitaires représentent 95% des contractualisations : Socleh01, Herbe\_01, Herbe\_03, Herbe\_04, Herbe\_02 et Herbe\_06.

**Surfaces contractualisées pour les engagements unitaires contribuant au DP4A**



**Description des EU (Souscription >1500 ha)**

|  |  |
| --- | --- |
| **EU** | **Description** |
| SOCLEH01 | Socle commun aux mesures herbagères. Cahier des charges identique à la PHAE2. Ne peut être souscrit seul. |
| HERBE\_01 | Enregistrement des interventions mécaniques et des pratiques de pâturages. Ne peut être souscrit seul. |
| HERBE\_03  | Absence totale de fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables |
| HERBE\_04 | Ajustement de pratiques de pâturages sur certaines périodes (chargement maximal, restriction sur les périodes de fauches) |
| HERBE\_02  | Limitation de la fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables |
| HERBE\_06  | Retard de fauche sur prairies et habitats remarquables |
| HERBE\_07 | Maintien de la richesse floristique d’une prairie naturelle (mesurée par la présence d’au moins 4 plantes indicatrices de la qualité écologique des prairies naturelles |
| SOCLEH03  | Socle relatif à la gestion des surfaces en herbe peu productives engagées par une entité collective |

MAEC

La mise en œuvre des MAEC est portée par les PAEC (Projets Agro-environnementaux et Climatiques). Chaque PAEC réalise un diagnostic environnemental de son territoire et identifie les mesures les plus pertinentes à mettre en œuvre pour répondre aux enjeux environnementaux (double logique de territoire et de projet). Les nouvelles MAEC présentent deux différences majeures par rapport à la précédente programmation : d’une part l’ensemble des dispositifs (hors API/PRM/PRV) sont zonés, c’est-à-dire portés par des PAEC. D’autre part, des MAEC systèmes sont introduites, impliquant la mise en place de pratiques sur l’exploitation dans son ensemble.

Quatre types de zones d’actions prioritaires ont été définis pour la mise en œuvre des MAEC, dont trois ont un lien direct avec la préservation de la biodiversité : les ZAP biodiversité (sites Natura 2000, périmètres de présence des espèces ou groupes d’espèces concernés par les Plans nationaux d’actions identifiés comme prioritaires, les continuités écologiques prioritaires retenues dans le schéma régional de cohérence écologique, les ZNIEFF de type 1), les ZAP zones humides (zones humides situées dans les zones prioritaires eau et biodiversité) et les parcs naturels régionaux (zones et milieux prioritaires identifiées dans les chartes des parcs).

2 appels à projet pour la mise en place des nouvelles MAEC ont été réalisés (aucun paiement n’ayant été effectué à ce jour), 1 en 2015 et 1 en 2016. 35 projets agro-environnementaux climatiques (PAEC) ont été sélectionnés en 2015, dont 22 sur l’enjeu biodiversité.33 PAEC ont été sélectionnés en 2016, dont 15 sur l’enjeu biodiversité.

22 116 hectares font l’objet d’une demande de contractualisation sur la campagne 2015, dont 8 846 ha sur des mesures systèmes.

M11 Agriculture Biologique

Les données détaillées relatives au développement de l’Agriculture Biologique sont analysées dans le cadre de la QE9 portant sur le Domaine Prioritaire 4B. Elles font état d’une accélération du rythme de conversions en particulier en 2015, concernant principalement les surfaces fourragères, et d’une surface en agriculture biologique supérieure à la moyenne nationale en 2015 (6,6% pour la Franche-Comté contre 4,58% au niveau national). Ces conversions ont été très largement accompagnées par le Feader (il n’est pas possible d’établir de chiffres précis à ce stade sur la part des conversions se faisant hors mesure 11).

* Mesures à contribution secondaire

M4.1.C AAI en faveur d’alternatives pour la réduction des intrants

Cette mesure, fléchée de manière prioritaire sur la préservation de la qualité de l’eau, peut être souscrite par un agriculteur situé en zone prioritaire (zone d’effluent, zone vulnérable…). Il est à noter qu’une bonification est prévue pour les projets collectifs (groupements d’agriculteurs).

4 dossiers ont été soldés à fin 2016 sur cette mesure. Ils concernent 2 CUMA, correspondant à 26 exploitations agricoles, et 2 exploitations agricoles (dont 1 GAEC) situées en zone défavorisée simple dans le Jura. 3 de ces dossiers concernent la polyculture, le dernier concerne la viticulture.

74 dossiers ont par ailleurs été engagés sur la période 2014-2016. 33 de ces dossiers (soit 45%) sont situés dans le Jura, 26 dossiers (35%) en Haute Saône, 14 (19%) dans le Doubs et enfin 1 dossier est situé sur le territoire de Belfort. 28% concernent des CUMA, 24% des EARL, 24% des GAEC, 26% des exploitants seuls et 6% des sociétés civiles.

**Critère de jugement 2 : Le maintien des prairies / bocages des systèmes herbagers et pastoraux a favorisé la préservation des paysages.**

ICHN

En 2014, 3573 exploitations ont bénéficié de l’ICHN, pour une surface primée de 221 759 ha, soit 39% des exploitations de la région Franche Comté, et 52% des exploitations relevant des OTEX avec élevage (hors élevage avicole - données 2013 de l’Enquête Structures pour les références régionales). Sur la campagne 2015, le nombre d’exploitations bénéficiaires est de 4295 (+20% par rapport à 2014), représentant une surface primée de 322 553 ha (+45%).

La majeure partie des exploitations est située dans le Doubs (49% des exploitations bénéficiaires). Les départements du Jura et de la Haute-Saône comptent chacun un quart des exploitations bénéficiaires. 47% des exploitations sont situées en zone de montagne, 53% en zone défavorisée simple.

Les données portant sur les SAU des bénéficiaires des exploitations ne sont disponibles à ce stade que pour la campagne 2014. Les exploitations bénéficiaires représentent une SAU de 371 886 ha, soit 55% de la SAU des exploitations. 83% de la SAU des bénéficiaires correspond à des surfaces herbagères, dont 54% sont situées en zone de montagne, 25% en zone de piémont et 21% en zone défavorisée. Au niveau régional, 69% des surfaces en prairies (STH + prairies temporaires des exploitations) sont soutenues par l’ICHN.

Les données par départements sont présentées dans le tableau suivant.

**Données départementales sur l’ICHN (2014)**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Nombre d'exploitations bénéficiaires** | **SAU des exploitations bénéficiaires** | **Surfaces herbagères des exploitations bénéficiaires** | **STH Total 2014** | **%prairies bénéficiant ICHN** |
| **25 DOUBS** |  1 962  |  174 384  |  159 752  |  161 300  | 85,29 |
| **39 JURA** |  967  |  107 208  |  93 812  |  99 800  | 72,58 |
| **70 HAUTE-SAONE** |  577  |  83 808  |  53 123  |  106 400  | 43,40 |
| **90 TERRITOIRE DE BELFORT** |  67  |  6 486  |  4 440  |  10 500  | 37,89 |

*Source : ODR et SAA 2014 pour les surfaces en prairies régionales (STH + prairies permanentes)*

Les surfaces en prairies (STH et prairies temporaires) ont connu une très légère baisse depuis 2010 (-0,4%), principalement liées à une baisse des prairies temporaires (-4 861 ha en cinq ans soit -6%). Les surfaces toujours en herbe sont relativement stables et ont gagné 2 994 ha pendant cette période.

**Evolution des surfaces en prairies entre 2010 et 2015 par département**



 *Source SAA*

Les résultats de l’évaluation ex-post du PDRH (étude commanditée par le MAAF et réalisée par Epices/ADE) portant sur le dispositif ICHN ont montré que le dispositif (très fréquemment couplée à la PHAE sur cette période) participe au maintien de l’occupation des sols en prairies, avec un maintien des surfaces en herbe (plus effectif que le maintien des exploitations). L’ICHN, par le soutien économique qu’il constitue, permet de diminuer l’écart de revenu entre les élevages bénéficiaires et l’ensemble des élevages, participe largement au maintien des élevages herbagers, en particulier en zone de montagne, favorables à la préservation de la biodiversité et des paysages.

**Conclusion et recommandations :**

La dimension environnementale de l’action du PDR est importante. La programmation pour les opérations relatives à Natura 2000 est plus avancée sur la mesure « animation ». Il convient de constater que la mise en œuvre des MAE s’est fortement orientée vers le maintien des pratiques de gestion herbagères extensives dans les territoires à enjeu « biodiversité », avec une attention particulière sur les zones Natura 2000. L’ICHN a largement soutenu les élevages herbagers, contribuant au maintien des surfaces herbagères (prairies permanentes) au niveau régional, en particulier dans les zones de montagne, favorables à la biodiversité, à la préservation et au maintien du paysage. Signalons qu’aucune programmation n’a eu lieu sur les mesures de formation, d’information et de conseil. Les mesures investissements en faveur de la préservation de l’environnement ont également été très peu mobilisées.

Il conviendrait de relancer la dynamique de programmation sur les mesures de révision des DOCOB et les contrats Natura 2000 hors « animation ». La mise en place d’un suivi des réalisations pour les MAEt, afin d’analyser les effets de concentration/diffusion sur les territoires à enjeux permettrait une meilleure évaluation des actions du PDR. De plus, concernant les MAE, un système garantissant la qualité de l’animation sur les mesures les plus exigeantes du point de vue environnemental devrait être mis en place. Toujours concernant le suivi des MAE, il conviendrait d’encourager la mise en place de systèmes de suivi ou d’observatoires de la biodiversité à travers les PAEC.

Pour l’ICHN, il conviendrait d’analyser l’impact de la révision des zones défavorisées simples sur le maintien des élevages herbagers lorsqu’elle sera effective.

Concernant les mesures formation, il faudrait envisager une modification de la logique d’intervention afin d’interroger la pertinence de certaines mesures non déployées et dont les ressources allouées (parfois très limitées) pourraient être mieux utilisées sur d’autres dispositifs. Enfin, au sujet des mesures investissements, il conviendrait de procéder au déploiement des T.O qui soutiennent des investissements en faveur de l’environnement.

## **QUESTION EVALUATIVE N°9**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l’amélioration de la gestion de l’eau, y compris la gestion des engrais et des pesticides ?***

**Bilan de mise en œuvre**

Données de programmation à fin 2016 (mesures à contribution principale retenues dans l’analyse) :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Maquette FEADER** | **Nbre de dossiers engagés** | **Montants FEADER engagés (€)** | **Paiements FEADER (€)** | **Nbre de dossiers soldés** |
| M4.1.C | 840 000  | 73 | 371 132  | 149 115  | 4 |
| M.4.1.E  | 900 000  | 12 | 158 866 | 0 | 0 |
| M4.3.A | 900 000  | 1 | 37 888 | 0 | 0 |
| M10 | 27 551 771  | 4 086 | 14 027 741 | 14 027 741 | 4 086 |
| M13 | 239 753 908  | 7 868 | 58 790 077 | 58 790 077 | 7 868 |

Données de programmation à fin 2016 (mesures à contribution secondaire retenues dans l’analyse) :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Maquette**  | **Nbre de dossiers engagés** | **Montants FEADER engagés (€)** | **Paiements FEADER (€)** | **Nbre de dossiers soldés** |
| M. 4.1.A | 18 000 000 | 157 | OSIRIS : 4 619 845 (Données de suiviAG : 5 303 399) | 1 730 688 (OSIRIS) (Données suivi AG: 2 097 459) | 49 |
| M.4.2.A | 7 000 000 | 12 | 1 088 928 | 0 (OSIRIS)(Données de suivi AG : 103 392) | 0 |

**Critère de jugement 1 : Les investissements ont permis de réduire significativement les rejets de polluant dans l’eau**

M4.1.C AAI en faveur d’alternatives pour la réduction des intrants

Cette mesure, fléchée de manière prioritaire sur la préservation de la qualité de l’eau, peut être souscrite par un agriculteur situé en zone prioritaire (zone d’effluent, zone vulnérable…). Il est à noter qu’une bonification est prévue pour les projets collectifs (groupements d’agriculteurs).

4 dossiers ont été soldés à fin 2016 sur cette mesure. Ils concernent 2 CUMA et 2 exploitations agricoles (dont 1 GAEC) situées en zone défavorisée simple dans le Jura. 3 de ces dossiers concernent la polyculture, le dernier concerne la viticulture.

74 dossiers ont par ailleurs été engagés sur la période 2014-2016. 33 de ces dossiers (soit 45%) sont situés dans le Jura, 26 dossiers (35%) en Haute Saône, 14 (19%) dans le Doubs et enfin 1 dossier est situé sur le territoire de Belfort. 28% concernent des CUMA, 24% des EARL, 24% des GAEC, 26% des exploitants seuls et 6% des sociétés civiles.

M 4.1.E : Aides à la réalisation d’aires de lavage des pulvérisateurs (usage agricole – porteurs agricoles)

12 dossiers ont été engagés sans avoir encore été soldés. Le dispositif est focalisé sur les filières végétales. Les investissements doivent être localisés dans une zone « phytosanitaire ». Une bonification est également prévue pour les groupements d’agriculteurs.

M.4.3.A : Aides à la réalisation d'aires de lavage des pulvérisateurs (usage agricole - porteurs non agricoles)

Un seul projet relevant de la mesure 4.3.A a été engagé. A noter que les projets financés dans le cadre de cette mesure (et à effet principal sur la qualité de l’eau) doivent être localisés dans une zone prioritaire des Agences de l’Eau. De plus, ce dispositif est focalisé sur les filières végétales.

M 4.1.A : Aides à la construction, la rénovation, l’aménagement des bâtiments d’élevage (PMBE)

Un total de 49 dossiers ont été soldés sur la période 2014-2016. 18 ont été implantés dans le Doubs, 12 dans le Jura et 19 en Haute Saône. La totalité de ces exploitations sont des élevages bovins. 41 sont des élevages laitiers, 7 des élevages bovins viande et 1 est mixte, ce qui représente près de 1% des exploitations de la région et 1,71% des surfaces des exploitations d’élevage bovin. 1 de ces exploitations possède une surface inférieure à 5ha, 1 autre possède une surface entre 20 et 50ha et les 47 autres possèdent une surface de plus de 50ha.

Parmi ces 49 dossiers, 33 ont concerné l’amélioration de la gestion des effluents, en lien avec l’objectif de préservation de la qualité de l’eau, soit 77% des dépenses publiques réalisés sur la mesure 4.1.A (PMBE).

Les investissements visant à réduire les rejets de polluant dans l’eau ont ainsi concerné un nombre limité d’exploitations sur le début de programmation. La mise en œuvre de projets collectifs, favorisée par les critères de sélection, devrait toutefois renforcer l’impact territorial de ces types d’opérations sur le reste de la programmation.

**Critère de jugement 2 : L’adoption durable de pratiques culturales responsables a permis la réduction de l’utilisation d’intrants nocifs pour les ressources en eau, en particulier dans les zones à enjeu (DCE, Dir.N)**

M10 MAE

Sur la période 2014-2016, les seuls dispositifs ayant fait l’objet de paiements sont les dispositifs de la transition (campagne 2014), soit, sur l’enjeu eau, les Mesures Agro-Environnementales territorialisées (MAEt).

MAE territorialisées (MAEt)

478 exploitations ont bénéficié de MAEt pour la campagne 2014, pour 829 mesures souscrites (certaines exploitations ayant contractualisées plusieurs MAEt). Au total, ce sont 158 mesures différentes qui ont été souscrites sur 44 territoires. Les contractualisations représentent 8 700 hectares, soit 1,31% de la SAU des exploitations régionales.

Au total, 24 265 ha sont concernés par la mise en place d’engagements unitaires (une MAEt étant la combinaison de plusieurs engagements unitaires). L’engagement unitaire SOCLEH01 représente à lui seul 28% de ces engagements unitaires souscrits, suivi de Herbe\_01 (17%), Herbe\_03 (15%), Herbe\_04 (9%).

Les engagements unitaires Ferti\_01, Herbe\_02, Herbe\_03, Phyto\_04, Phyto\_05, Phyto\_14, Phyto\_15, liés à la gestion des intrants ont été souscrits sur 7 603 hectares, soit 31% des engagements unitaires.

* Analyse par territoires – Enjeu eau

Les engagements MAEt de surfaces à enjeu eau représentent un total de 2 312 hectares sur 17 territoires soit 27% des surfaces souscrites en MAEt (surfaces physiques), 20% des surfaces totales contractualisées (4 956 hectares sur les 24 265) et 0,35% de la SAU régionale (indicateur de résultat commun R8/T10).

45% des surfaces souscrivant à une MAEt à enjeu eau sont situées sur le territoire de Villevieux (1 037ha). Le territoire de captage du puits de Morvillars, GSOO et le territoire Source de Fontaine ES RITZ ont respectivement 195, 187 et 182 hectares ayant souscrit à des MAEt à enjeu eau. Les réalisations sont ensuite un peu plus diffuses (entre 7 et 109 hectares par territoires).

20% des surfaces ont été réalisées sur l’engagement unitaire Phyto\_01, 19% sur Ferti\_01, 15% sur Socleh01, 12% sur Herbe\_02 et 11% sur Phyto\_04.

Le territoire de Villevieux est une aire d’alimentation de captage de l’Agence de l’eau RMC (Rhône Méditerranée Corse) où la qualité de l’eau est globalement bonne. L’enjeu est donc de maintenir la situation actuelle en termes de pesticides et de nitrates. Sur ce territoire, 553 hectares ont été souscrits sur des surfaces en grandes cultures, 85 hectares en viticulture et 399 hectares sur des surfaces en herbe. Ce sont les engagements unitaires FERTI\_01 et HERBE\_02 qui sont majoritairement souscrits, deux engagements imposant une diminution des intrants. 2032 hectares du territoire sont éligibles aux MAEt, donc 50% des surfaces éligibles ont souscrits à ces mesures dont 94% des surfaces en herbe.

**Surfaces contractualisées dans les territoires à enjeu Eau**



**Description des EU (Souscription >500 ha)**

|  |  |
| --- | --- |
| **EU** | **Description** |
| PHYTO\_01  | Bilan annuel de la stratégie de protection des cultures |
| FERTI\_01 | Limitation de la fertilisation totale et minérale azotée sur grandes cultures et cultures légumières |
| SOCLEH01 | Socle relatif à la gestion des surfaces en herbe |
| HERBE\_02 | Limitation de la fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables |
| PHYTO\_04  | Réduction progressive du nombre de doses homologuées de traitements herbicide |

L’adoption de pratiques durables soutenues par les MAE n’a ainsi concerné qu’une faible part des surfaces agricoles des territoires à enjeu eau.

MAEC

Quatre types de zones d’action prioritaires ont été définis pour la mise en œuvre des MAEC, dont deux ont un lien direct avec la préservation de la qualité de l’eau : les ZAP eau, constituées des aires d’alimentation de captages (AAC) prioritaires les autres zones prioritaires des SDAGE, dont les masses d’eau dégradées par les pollutions diffuses agricoles (phyto, nitrates, euthrophisation) et les ZAP zones humides (zones humides situées dans les zones prioritaires eau et biodiversité).

2 appels à projet pour la mise en place des nouvelles MAEC ont été réalisés (aucun paiement n’ayant été effectué à ce jour), 1 en 2015 et 1 en 2016. 35 projets agro-environnementaux climatiques (PAEC) ont été sélectionnés en 2015, dont 13 sur l’enjeu eau. 33 PAEC ont été sélectionnés en 2016, dont 18 sur l’enjeu eau.

22 116 hectares font l’objet d’une demande de contractualisation sur la campagne 2015, dont 8846 ha sur des mesures systèmes.

Globalement, une plus faible dynamique de contractualisation est relevée pour les territoires à enjeux eau, du fait d’une mise en œuvre plus tardive des dispositifs, liée à l’intégration des dispositifs dans les contrats territoriaux des Agences de l’Eau (cofinanceur sur ces territoires). Un renforcement de la dynamique de contractualisation est toutefois attendu sur la seconde partie de programmation.

M11 : Soutien à l’Agriculture Biologique (Conversion à l’AB et Maintien de l’AB)

Les données transmises par l’Autorité de gestion régionale font état de 11 000 hectares nouvellement convertis en agriculture biologique en Franche Comté en 2015 et 7 900 ha en conversion en 2016, correspondant à 22,8 M€ de financement public, dont 15,8 millions de FEADER (aucun paiement FEADER n’ayant pour l’instant été réalisé). La majeure partie des surfaces converties en agriculture biologique le sont grâce à la mesure 11 du Feader. Certaines exploitations de taille réduite (viticulture notamment) ou certaines exploitations d’élevage ont cependant pu s’orienter vers d’autres dispositifs (crédit d’impôt dans le premier cas, SHP dans le second).

L’Agence Bio fournit par ailleurs des données sur les surfaces certifiées et en conversion (transmises par les organismes certificateurs), au niveau départemental et par type de production (2015 étant la dernière année disponible). Les surfaces en agriculture biologique sont équivalentes à 43 723 hectares en 2015 (y compris conversion), soit 6,60% de la SAU régionale (la moyenne nationale étant équivalente à 4,58%).

La dynamique de conversion s’accélère fortement à partir de 2014, avec 2 195 ha de nouvelles conversions en 2014 puis 7 900 ha en 2015 (Source Agence Bio - en 2012 et en 2013, ces surfaces représentaient respectivement 949 et 766 hectares). Près de 80% des surfaces converties en 2015 sont des surfaces fourragères (6172 ha).

L’agriculture biologique représente 15,3% des surfaces en vigne, 3,7% des surfaces en grandes cultures, et 7,5% des surfaces fourragères (surfaces en conversion et certifiées). Quel que soit la culture, la dynamique de conversion a commencé avant 2010, la part d’agriculture biologique de la SAU étant chaque année supérieure à la moyenne nationale. Le mouvement de conversion en grande culture a connu un renouveau à partir de 2014 avec une augmentation de 1600% des surfaces en C1 entre 2013 et 2015. Cette dynamique de conversion serait due à plusieurs facteurs : la crise du prix du blé et l’augmentation des aides de conversion.

Dans le Jura, l’agriculture biologique représente 8% de la SAU en 2015, dans le Doubs 5%, en Haute Saône 5% et dans le territoire de Belfort 3%. La dynamique de conversion diffère selon les départements. Dans le Doubs, la surface en bio des grandes cultures perd 83 000 ha en 4 ans (-13%) et la surface fourragère augmente légèrement de 6%. Dans le Jura et en Haute Saône, la surface en bio des grandes cultures augmente respectivement de 41% et 50% et la surface fourragère de 29% et 43%.

**Evolution des surfaces et du nombre d’exploitations en agriculture biologique de 2010 à 2015 – Bourgogne (moyenne nationale en rouge)**

****

Source Agence Bio

**Evolution des surfaces en agriculture biologique par type de 2010 à 2015 – Bourgogne (moyenne nationale en rouge)**



Source Agence Bio

**Evolution des surfaces en C1 entre 2010 et 2015 (nouvelles conversions)**



Source Agence Bio

M13 ICHN

Les données détaillées relatives à l’ICHN sont analysées dans le cadre de la QE8 portant sur le Domaine Prioritaire 4A. L’analyse a montré que le dispositif contribue largement au maintien des élevages herbagers extensifs et des surfaces en prairies permanentes en zone de montagne. On note toutefois une baisse des surfaces en prairies temporaires en 2015 dans le Jura en particulier (-1580 ha pour une SAU globalement stable), qui semblerait témoigner de retournements localisés de prairies au profit de cultures plus consommatrices en intrants, et donc d’un effet plus atténué du dispositif dans ces zones.

**Conclusion et recommandations :**

La mise en œuvre des MAE s’est focalisée sur les territoires à enjeu « biodiversité », avec une contractualisation plus limitée sur les territoires à enjeu « eau », et concentrée sur quelques territoires. Concernant l’agriculture biologique, un fort mouvement de conversion accompagné par le PDR en début de programmation laisse présager des difficultés de financement sur la fin de la période. L’ICHN a quant à elle largement soutenu les élevages herbagers, contribuant au maintien des surfaces herbagères (prairies notamment) extensives, faibles consommatrices d’intrants. Une mise en œuvre tardive des mesures de formation est à signaler, avec une absence de programmation sur les mesures d’information et de conseil sont à signaler.

Il conviendrait de mettre en place un suivi fin des réalisations concernant les MAEt, afin d’analyser les effets de concentration/diffusion sur les territoires à enjeux. Toujours concernant les MAEt, le renforcement de l’animation des territoires à enjeu « eau » et la promotion de mesures plus exigeantes au niveau environnemental devraient être envisagés. Sur les PAEC, il convient de favoriser la mise en place ou la valorisation de suivis de la qualité de l’eau dans le cadre de ces projets. Afin de pouvoir soutenir la forte dynamique de programmation en début de période, il conviendrait d’analyser les possibilités de réaffectations budgétaires sur la mesure 11. De plus, il faudrait évaluer à moyen terme la pérennité des systèmes d’agriculture biologique, suite au fort mouvement de conversion observé en début de programmation. Au sujet de l’ICHN, il conviendrait d’analyser l’impact de la révision des zones défavorisées simples sur le maintien des élevages herbagers, des surfaces en prairies ainsi que les retournements en faveur des grandes cultures dans ces zones, lorsque celle-ci sera effective.

Enfin, concernant la mise en œuvre tardive des mesures de formation, d’information et de conseil, il convient d’envisager leur déploiement. Il faudrait également envisager une modification de la logique d’intervention pour interroger la pertinence de certaines mesures non déployées et dont les ressources allouées (parfois très limitées) pourraient être mieux utilisées sur d’autres dispositifs.

## **QUESTION EVALUATIVE N°10**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention de l’érosion des sols et l’amélioration de la gestion des sols ?***

**Bilan de mise en œuvre**

Données de programmation à fin 2016 (mesures à contribution secondaire retenues dans l’analyse) :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Maquette Feader** | **Nbre de dossiers engagés** | **Montants FEADER engagés (€)** | **Paiements FEADER (€)** | **Nbre de dossiers soldés** |
| M4.1.C | 840 000  | 73 | 371 132  | 149 115 | 4 |
| M4.3.B | 5 000 000 | 69 | 1 646 517  | 284 726 | 0 |
| M10 | 27 551 771  | 4086 | 14 027 741 | 14 027 741 | 4086 |

**Critère de jugement 1 : Les mesures visées ont contribué à maintenir les systèmes pastoraux et à éviter le retournement des prairies dans les zones sensibles**

L’enjeu de préservation de la qualité des sols n’est pas identifié comme un enjeu majeur dans l’analyse AFOM présentée dans le PDR. Toutefois, un besoin lié à la préservation des sols agricoles et forestiers est identifié dans la stratégie du PDR, reposant notamment sur le développement de connaissances pour la préservation des sols les plus fragiles, afin de lutter contre la standardisation des itinéraires techniques, qui impacte négativement la fertilité et la structure des sols. Le risque érosion est très limité en région et présent de manière très localisée dans les zones de vignoble du Jura. Cet enjeu n’a pas été retenu au sein des zones d’action prioritaire des MAEC, car le risque est actuellement maîtrisé, avec un développement important des pratiques d’enherbement dans les zones les plus sensibles.

Ainsi, aucune mesure retenue dans le PDR n’a été fléchée comme contribuant de manière principale au DP4C. Un ensemble de contributions secondaires est toutefois identifié sur des mesures retenues sur d’autres domaines prioritaires (pour la plupart, contribuant principalement au DP4A, de nombreuses pratiques ont également un effet positif sur la qualité des sols sur les aspects pollution, matière organique et érosion).

M4.1.C AAI en faveur d’alternatives pour la réduction des intrants

Cette mesure est fléchée de manière prioritaire sur la préservation de la qualité de l’eau. Elle englobe un ensemble d’investissements, dont les suivants ont un impact sur la gestion du sol :

* Investissements matériels permettant le développement et la mise en place de cultures intermédiaires qui améliorent les qualités agronomiques du sol ;
* Réhabilitation et plantation de haies avec des essences locales adaptées.

4 dossiers ont été soldés et 74 sont programmés à fin 2016 sur cette mesure. Les données de suivi ne permettent cependant pas d’identifier le nombre de projets à effet sur le sol (cultures intermédiaires et haies).

M4.3.B

La mesure 43B vise à soutenir d’une part, l’amélioration de la desserte des massifs forestiers et d’autre part, des interventions ponctuelles sur l’accès aux massifs en vue de la mobilisation immédiate d’une ressource non accessible. 69 dossiers sont engagés sur cette mesure, pour 1,65 millions d’euros engagés. 21 dossiers ont été soldés, correspondant à plus de 950 hectares de bois rendus exploitables. L’effet de cette mesure sur le sol est très indirect et peu détaillé dans le PDR. Il renvoie à l’amélioration de la gestion forestière, permettant une augmentation de la capacité de production de la ressource (contribution principale au DP5C), et aux renforcements des aménités qui lui sont liées (stockage carbone en particulier).

MAEt

Sur la période de transition (2014), aucun territoire retenu pour la contractualisation de MAE n’a été ciblé sur l’enjeu sol. Toutefois, un ensemble d’engagements unitaires correspondent à des pratiques agricoles favorables à l’amélioration de la gestion des sols, telles que le maintien des surfaces en herbe, la mise en place de couverts spécifiques, l’allongement des rotations et l’entretien du bocage. Il s’agit en particulier des pratiques liées à la gestion des paysages, habitats, prairies et agriculture HVN, visant à la création et à l’entretien des particularités écologiques ou au maintien des systèmes de prairies et de terres arables HVN (cf catégories de pratiques telles que définies par la CE).

L’Autorité de gestion régionale, pour la réalisation du RAMO 2016, a considéré la dimension de gestion des sols au sens large, c’est-à-dire qu’au-delà des aspects liés à la fertilité (matière organique) et érosion, elle intègre dans le domaine prioritaire 4C la dimension pollution. Ainsi, les engagements unitaires des MAE territorialisées relatifs à la gestion des intrants ont également été pris en compte dans le calcul de l’indicateur de résultat commun R10 % des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou empêcher l’érosion des sols. L’indicateur intègre également les surfaces contractualisées en PHAE.

Ainsi, les surfaces physiques en MAEt affectées au DP4C représentent 8 700 hectares, soit 1,31% de la SAU des exploitations régionales. L’engagement unitaire SOCLEH01 représente à lui seul 28% de ces engagements unitaires souscrits (sur un total de 24 265 ha), suivi de Herbe\_01 (17%), Herbe\_03 (15%), Herbe\_04 (9%).

**Surfaces contractualisées par EU – Domaine prioritaire 4C**



Par ailleurs, 1 seule mesure linéaire a été souscrite par 1 bénéficiaire : 1 480 mL ont été contractualisés sur de l’entretien de haies.

PHAE

La PHAE a également été fléchée comme contribuant de manière secondaire au DP4C, du fait de sa contribution au maintien des prairies, favorables à réduire le risque érosion. Les exploitations bénéficiaires totalisent une surface herbagère de 233 226 hectares, soit 52% des surfaces régionales toujours en herbe et prairies temporaires.

Finalement, 241 926 hectares ont été contractualisés sur la mesure (ensemble des MAE + PHAE) sur des mesures ayant un effet sur la gestion des sols, soit 36,26% de la SAU.

MAEC

L’enjeu sol n’ayant pas été retenu comme un enjeu prioritaire, aucune zone d’action prioritaire n’a été définie sur cet enjeu pour la mise en œuvre des mesures agro-environnementales et climatiques (on rappelle que quatre ZAP ont été retenues, dont 2 ciblées sur la biodiversité, 1 sur l’eau et 1 mixte eau/biodiversité concernant les zones humides).

Toutefois, un ensemble d’engagements unitaires correspondent à des pratiques agricoles favorables telles que le maintien des surfaces en herbe, la mise en place de couverts spécifiques, l’allongement des rotations et l’entretien du bocage. La contribution des TO aux différents DP est identifiée dans le PDR.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|   |   |   | **Autres DP (P4)** |
| TO | Pratiques/systèmes ciblés | **DP4C** | **DP4A** | **DP4B** |
| Système herbagers et pastoraux | Gestion agro-écologique des prairies et pâturages permanents, maintien des couverts herbacés et IAE | ++ | ++ | + |
| Systèmes polycultures-élevage | Maintien/renforcement des synergies entre atelier animal et végétal, réduction des intrants, autonomie fourragère, maintien/développement des couverts herbacés et IAE | + | + | ++ |
| Systèmes grandes cultures | Diversification des assolements/rotations, réduction des intrants, développement des IAE | + | + | ++ |
| Famille COUVER | Maintien/implantation et entretien de couverts herbacés ou non productifs, réduction des intrants, couverture des sols laissés nus | ++ | + | ++ |
| Famille HERBE | Maintien et gestion agroécologique des prairies et pâturages permanents | ++ | ++ | + |
| Famille LINEA | Entretien des éléments topographiques | ++ | ++ | + |

Enfin, les données présentées dans la QE8 mettent en évidence une relative stabilité des surfaces en prairies entre 2010 et 2015, mais une légère baisse des surfaces en prairies temporaires.

M11 Agriculture Biologique

Une étude réalisée par l’ITAB et l’INRA pour le compte du Ministère de l’Agriculture sur les externalités de l’Agriculture Biologique (2016) met en avant les effets positifs des systèmes en agriculture biologique sur la qualité des sols dans les terres cultivées (Anglade et al., 2015 – INRA pour le Commissariat Général à la Stratégie et à la Prospective, 2016). Les importantes conversions de 2015 semblent aller dans le sens d’une amélioration de la qualité des sols, constat à relativiser cependant du fait de l’importance des surfaces fourragères (prairies principalement) dans ces conversions.

Les mesures soutenues ont ainsi contribué à maintenir les systèmes pastoraux, permettant de limiter le risque d’érosion. Les mesures d’entretien des infrastructures agroécologiques n’ont pas été mobilisées.

**Conclusion et recommandations :**

L’enjeu de préservation des sols sur le risque d’érosion n’est pas un enjeu majeur en région. Différentes mesures dont les objectifs principaux sont la préservation de la biodiversité et de la qualité de l’eau ont un positif sur la limitation de ce risque. Les mesures linéaires (investissements non productifs ou MAE) ont été très peu mobilisées. La mise en œuvre des MAE s’est fortement orientée vers le maintien des pratiques de gestion herbagère extensive, favorable à la lutte contre l’érosion.

Il conviendrait de mettre en place un système de suivi des réalisations pour les MAE afin d’analyser les effets de concentration/diffusion sur les zones d’élevage susceptibles d’intensification (retournement des prairies).

## **QUESTION EVALUATIVE N°12**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à développer l’utilisation efficace de l’énergie dans l’agriculture et la transformation des produits alimentaires ?***

**Bilan de mise en œuvre :**

* 1.1.A : Formation professionnelle et acquisition de compétences

Le TO 1.1.A du PDR FC a fait l’objet d’un 1er AAP du 15.12.2016 au 15.02 2017. 4 dossiers ont été reçus : 3 portés par l’Union Régionale des Associations des Communes Forestières (dossiers 2015 et 2016 en attente + dossier 2017) et un porté par VIVEA.

* 1.2.A : Projets de démonstration et actions d'information
* Le dispositif n’est pas déployé.
* 2.1 : Service de conseil agricole et forestier
* Ce TO n’a pas encore été déployé en raison des difficultés de mise en œuvre par voie de marché public.
* 4.1.B : Aides aux investissements en faveur de la performance énergétique des exploitations agricoles

Cette sous-mesure a fait l’objet de 6 appels à projet entre 2014 et 2016. Au total, ce sont 133 dossiers qui ont été programmés, dont 54 au titre de la mesure transitoire PPE, 30 opérations soldés.

* 4.2.A : Soutien aux investissements des industries agroalimentaires

Au 31 décembre 2016, ce sont 34 dossiers qui ont été programmés sur ce T.O, pour un total de 6 414 762 € de dépenses publiques, dont 4 041 300 € de FEADER, soit 57.7% de la maquette prévue. 2 dossiers ont été payés.

**Critère de jugement 1 : Les investissements ont permis une meilleure efficacité énergétique dans les exploitations agricoles et les IAA**

Il est tout d’abord important de souligner que l’analyse quantitative ne porte que sur le dispositif « Plan de Performance Energétique » (PPE) qui se nomme depuis fin 2015 « Aides aux investissements en faveur de la performance énergétique des exploitations agricoles ».

Le TO 4.2.A présente des projets qui contribuent de manière très inégale à ce domaine prioritaire. En effet, les équipements adoptés sont nécessairement plus efficaces énergétiquement que les anciens modèles mais ces investissements peuvent avoir pour objectif des nouvelles capacités de production et donc, une consommation énergétique accrue. On note toutefois qu’un des six critères de sélection porte sur la réduction de l’impact environnemental du projet, notamment la réduction de la consommation d’énergies/fluides et sur l’économie circulaire. Par ailleurs, il a été possible d’identifier un projet spécifiquement orienté vers l’amélioration de l’efficacité énergétique du processus de fabrication du Comté. Il faut d’ailleurs souligner la très bonne dynamique de programmation dans ce secteur de la fromagerie dans une logique de fusion / modernisation de fruitière, est potentiellement vecteur d’économies d’énergies.

La mesure 4.1.b a quant à elle effectivement soutenu des projets visant à économiser l’utilisation des ressources énergétiques. On dénombre ainsi :

* 30 dossiers réalisés et soldés et 977 068,81 € d’investissement total.
* Près de 4 200 ha (SAU) concernés
* La quasi-totalité des dossiers PPE sont issus de la filière Bovin-Lait, mis à part un dossier issu de la filière porcine (diagnostic énergétique pour étude de méthanisation).

Le PDR soutient essentiellement deux types de projets :

1. La réalisation de diagnostics énergétiques (50 % des dossiers en nombre, mais faible en montants) : visant notamment à identifier les besoins et réponses pour réduire la facture énergétique.
2. L’investissement dans des stations de séchage solaire fourrage en grange (50% du nombre de dossiers)

On ne dénombre ainsi pas à ce stade d’opération de travaux d’isolation et seulement une opération d’investissement dans du matériel de traite.

En termes de résultats, il est possible d’estimer les économies d’énergie potentielles à plus de 120 TeP par an, ce qui est conséquent. En retenant une moyenne de 6 TeP économisées par an par opération[[11]](#footnote-11), on peut estimer une économie de 6 500 euros environ par an et par exploitation en équivalent électricité, ou 4 500 euros en équivalent en fuel. Avec un investissement total moyen proche de 50 000 Euros, ces opérations présentent donc un équilibre financier au bout de 8 à 12 ans en fonction de l’énergie et de leur évolution des prix (que l’on peut imaginer à la hausse dans les années à venir). Il faut toutefois bien souligner que cette très bonne efficience est toutefois assez théorique car tous ces calculs impliquent comme hypothèse que les équipements viennent systématiquement se substituer à un séchage avec de l’énergie fossile ce qui n’est pas toujours le cas. Ces projets contribuent en fait principalement à l’autonomie alimentaire des exploitations d’élevage à travers une amélioration de la conservation et de la qualité du fourrage stocké, par rapport au séchage traditionnel en grange (ou fanaison) qui implique parfois de systèmes de réchauffage de l'air qui peut être basé sur les énergies fossiles.

**Critère de jugement 2 : Les actions de formations et de conseils ont permis une utilisation plus efficace de l'énergie**

Si aucune opération n’a effectivement été lancée, l’appel à projets lancé fin 2016 laisse apparaitre une réponse portée par Vivea qui présente une action spécifique de formation sur la protection et la valorisation de l'environnement par la maîtrise de l'énergie.

**Critère de jugement3 : Les stratégies de développement local contribuent à une plus forte prise en compte de la maitrise énergétique dans les exploitations agricoles et les IAA**

Aucune opération n’a été lancée dans le cadre des stratégies LEADER en Franche-Comté, les conventionnements n’étant pas terminés au 31 décembre 2016. On note toutefois qu’au moins 6 stratégies sur les 9 retenues intègrent la question de la transition énergétique et valorisation des ressources naturelles, par exemple :

* Pour le GAL Pays Revermont : la mise en œuvre d’une fiche mesure (4) *Agriculture durable* et fiche mesure (7) *répondre aux défis énergétiques et climatiques*
* Pour le GAL Haute vallée de l'Ain : la mise en œuvre d’une stratégie intitulée " Pour un territoire vivant, valoriser les ressources locales dans une démarche partagée et durable.

**Conclusion et recommandations :**

Les investissements soutenus contribuent à la maîtrise de l’énergie et, plus largement, à la gestion des ressources naturelles dans les domaines agricole et agroalimentaire (séchoirs solaire, modernisation de fruitières…).

Les stratégies de développement local intègrent, pour partie, la question de la maîtrise énergétique, y compris dans une logique de gestion durable des ressources.

Afin de renforcer la contribution du PDR à l’utilisation efficace de l’énergie dans l’agriculture et la transformation des produits agroalimentaires, il convient de s’assurer que les diagnostics financés visent bien la réduction de la consommation et aboutissent à des investissements efficients.

## **QUESTION EVALUATIVE N°13**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à faciliter la fourniture et l’utilisation de sources d’énergies renouvelables, de sous-produits, des déchets, résidus et autres matières premières non alimentaires à des fins de bio économie ?***

**Bilan de mise en œuvre**

* 1.1.A : Formation professionnelle et acquisition de compétences

Le TO 1.1.A du PDR FC a fait l’objet d’un 1er AAP du 15.12.2016 au 15.02 2017. 4 dossiers ont été reçus notamment 3 portés par l’Union Régionale des Associations des Communes Forestières (dossiers 2015 et 2016 en attente + dossier 2017).

* 1.2.A : Projets de démonstration et actions d'information

Aucune programmation n’est effective sur cette sous-mesure.

* 2.1 : Service de conseil agricole et forestier

Ce TO n’a pas encore été déployé en raison des difficultés de mise en œuvre par voie de marché public.

* 4.3.B : Infrastructures liées à l'évolution et à l'adaptation de la foresterie

Après 2 AAP en 2014 pendant l’année de transition, cette sous-mesure à fait l’objet d’un premier AAP en 2015 et un autre en 2016 (2 sont prévus en 2017). 147 dossiers ont été programmés pour un montant d’aides publiques de plus de 3.6 M€ dont 2.29 M€ de FEADER.

* 6.4.B : Unité de méthanisation rurale

Un premier AAP a eu lieu en 2016, mais qui s’est révélé infructueux, notamment du fait de critères trop contraignants et non adaptés aux réalités des projets mobilisables. Les AAP suivants ont été lancés en 2017 suite aux modifications du PDR de fin décembre 2016.

*
* 8.6.B : Soutien aux équipements d'exploitation forestière

Ce T.O a fait l’objet d’un premier AAP en 2015 et de deux en 2016. A ce stade, seules 13 opérations ont été sélectionnées pour 318 374 euros. Aucun dossier n’a été soldé.

En termes de TO à contribution secondaire, nous pouvons noter une programmation du TO 4.1.B : Aides aux investissements en faveur de la performance énergétique des exploitations agricoles. Toutefois la nature des dossiers effectivement soutenus ne présente pas d’intérêt au regard de ce domaine prioritaire (voir QE12).

**Critère de jugement 1 : Le PDR a permis de mettre en œuvre des stratégies locales de transition énergétique et de gestion durable des ressources naturelles**

Aucune opération n’a été lancée dans le cadre des stratégies LEADER en Franche-Comté, la sélection des GAL ayant eu lieu au cours de l’année 2015 et les conventionnements n’étant pas terminés au 31 décembre 2016. On note toutefois qu’au moins 6 stratégies sur les 9 retenues intègrent les questions de transition énergétique et de valorisation des ressources naturelles. On peut citer le GAL Haute vallée de l'Ain qui propose une action « Pour un territoire vivant, valoriser les ressources locales dans une démarche partagée et durable. » ou encore le GAL Pays Lédonien qui intègre une fiche action sur l’optimisation des ressources.

En matière de formation, si aucune opération n’a été effectivement programmée durant la période 2014-2016, il convient de souligner que les dossiers déposés par URACOFOR traitent notamment des enjeux liés :

* à l'aménagement forestier dans une logique de gestion durable,
* aux travaux en forêt communale
* à la revente du bois (structuration d’une filière économique).

A noter que le T.O 16.7.B « Elaboration et animation de stratégie locale de développement forestier » n’est pas associé à ce domaine prioritaire 5c. alors que ce type d’intervention s’avère complémentaire aux investissements dans le développement des zones forestières.

**Critère de jugement 2 : La capacité de production de biomatériaux et de bois-énergie a augmenté**

Les opérations de soutien aux équipements d'exploitation forestière et surtout à l’amélioration de la desserte forestière (4.3.b) permettent d’augmenter le potentiel d’exploitation de la forêt franc-comtoise, y compris pour des massifs éloignés de points de dépôt ou de points de chargement-transvasement.

Les investissements réalisés (dossiers soldés) sur la mesure 4.3.b (desserte et voies d’accès) ont ainsi permis de rendre accessibles près de 1 000 hectares de surfaces forestières, représentant un potentiel d’extraction de 13 330m³ de bois d’œuvre.

En retenant un taux de rendement de 59%, on peut ainsi projeter que ces opérations vont permettre à terme de transformer près de 8 000 m³ de bois d’œuvre en charpentes, planchers ou encore meubles. Dans cette hypothèse, le remplacement de ces grumes par des nouveaux plants à pousse rapide permettrait ainsi de stocker environ 7 000 TeCO2, sans compter les émissions réduites consécutives à la substitution à des matériaux minéraux.

En termes de développement de l’énergie-bois, tirée des sous-produits du travail de bois d’œuvre, le calcul réalisé sur l’indicateur R15 permet d’estimer qu’environ 900 tonnes de granulés sont susceptibles d’être produites dans les années à venir, soit un équivalent de 375 Tonnes équivalent pétrole. A noter que ces chiffres sont à prendre avec précaution du fait du risque important d’erreur dans le mode de collecte et de saisie des données, notamment sur le volume potentiel d’extraction. Celui-ci étant globalement 10 fois inférieur au ratio standard (m³ /ha), il est possible que ces valeurs ne correspondent qu’à une année (la première année) d’exploitation forestière (prélèvement d’un 1/10 du stock par an).

Enfin, l’enquête réalisée par Edater[[12]](#footnote-12)montre que 77,7% des répondants considèrent que les investissements soutenus ont permis le développement de la filière bois sur l’ensemble des débouchés, y compris la filière bois énergie.

**Critère de jugement 3 : La création d'unités de méthanisation a permis d'augmenter la production d'ENR**

*L’absence de programmation dans ce domaine ne permet pas de vérifier ce critère de jugement.*

**Conclusion et recommandations :**

L’un des objectifs principaux des stratégies des GAL est l’accélération de la transition énergétique, mais aucune opération n’a, pour le moment, été réalisée au niveau des GAL ou du développement forestier. Les investissements, notamment au titre du T.O 4.3. b, permettent d’augmenter la capacité de production de bois d’œuvre et, via la valorisation des sous-produits, de bois énergie. Ce double emploi constitue un véritable engagement en faveur de la lutte contre le changement climatique. Précisons qu’aucune contribution du PDR ne peut être, à ce jour, associée au développement de la méthanisation sur le territoire.

L’accélération de la programmation sur les mesures concernées par les stratégies des GAL ou le développement forestier devrait permettre d’insérer les opérations de développement de la mobilisation de la ressource bois et de la méthanisation dans des approches territoriales de gestion durable de la ressource. Toujours au sujet de la méthanisation, le cahier des charges des appels à projets doit être suffisamment attractif, tout en garantissant une performance environnementale élevée (rendements, intrants…). La stratégie d’approvisionnement et les engagements en matière d’entretien constituent des points majeurs de viabilité des projets sur lesquels une attention particulière devrait être portée.

## **QUESTION EVALUATIVE N°14**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à réduire les émissions de gaz à effet de serre et d’ammoniac provenant de l’agriculture ?***

**Bilan de mise en œuvre**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Maquette Feader | Nbre de dossiers engagés | Montants FEADER engagés (€) | Paiements (€) | Nbre de dossiers soldés/avec paiement |
| 4.1.A | 18 000 000 | 157 | OSIRIS : 4 619 845 (Données de suivi AG : 5 303 399) | 1 730 688 (Données suivi AG: 2 097 459) | 49 |
| 4.1.C | 840 000  | 73 | 371 132  | 149 115  | 4 |
| 10 | 27 551 771 | 4 086 | 14 027 741 | 14 027 741 | 4 086 |

**Critère de jugement 1 : Les émissions de gaz à effets de serre ont baissé grâce à la meilleure gestion & valorisation des effluents et à la baisse de l’utilisation de fertilisants azotés**

M 4.1.A. Aide à la construction, la rénovation et l’aménagement des bâtiments d’élevage

Le TO 4.1.A permet de financer des investissements de matériels agricoles et notamment les constructions et équipements en lien avec la gestion des effluents d’élevage permettant ainsi de limiter les émissions de NH3.

Le PDR Franche Comté soutient ainsi les investissements liés au stockage des effluents : réalisation et couverture d’ouvrages de stockage, équipements fixes de traitement des effluents (par exemple : séparateur de phases à lisier).

Entre 2014 et 2016, des financements de fosse à lisier avec couvertures ont été faits auprès de 2 exploitations agricoles qui permettent effectivement une réduction de 70% émissions de NH3 (source CITEPA) par rapport à un financement de fosse à lisier sans couverture. Ces deux couvertures de fosses à lisiers sont situées sur le département du Jura et concernent deux exploitations laitières, pour un cheptel total de 98 animaux. Les données détaillées sur ces deux projets permettant de calculer la réduction des émissions de NH3 n’ont pas pu être exploitées.

M4.1.C : Aides aux investissements en faveur d’alternatives pour la réduction des intrants

La mesure 4.1C permet de financer différents investissements visant à réduire l’utilisation d’intrants (fertilisants et pesticides). Parmi ceux-ci, les investissements suivants concernent la réduction des utilisations de fertilisation azotée, ou la limitation de leur volatilisation, contribuant ainsi à la réduction des émissions de gaz à effet de serre :

* Des matériels d’épandage des engrais de ferme permettant la maitrise du dosage et la réduction des pertes par volatilisation (à l’exception de la tonne) ;
* Des outils d’aide à la décision et matériels de guidage ;
* Des équipements visant à une meilleure répartition des apports de fertilisants, et à moduler les apports.

4 dossiers ont été soldés à fin 2016 sur cette mesure. Ils concernent 2 CUMA et 2 exploitations agricoles (dont 1 GAEC) situées en zone défavorisée simple dans le Jura. 3 de ces dossiers concernent la polyculture, le dernier concerne la viticulture. Il n’est cependant pas possible de mesurer les diminutions d’émissions de gaz à effet de serre liées à ces installations (les données sur le type d’investissements et les réductions d’intrants permises n’ayant pas pu être collectées).

M10 : Agroenvironnement – climat

Le calcul de la réduction des émissions de N20/NH3 est réalisé sur les données de l’année de transition (campagne 2014).

Au total, 478 exploitations ont bénéficié de MAEt, pour 829 mesures souscrites, sur 44 territoires. Les contractualisations représentent 8 700 hectares, soit 1,31% de la SAU des exploitations régionales.

Parmi ces 829 mesures souscrites, 663 mesures intègrent des engagements unitaires visant à la réduction de la fertilisation azotée, pour 6 575,7 hectares : Ferti\_01 (limitation de la fertilisation sur grandes cultures), Herbe\_02 (suppression de la fertilisation azotée sur prairies) et Herbe\_03 (limitation de la fertilisation sur prairies). Un quart de ces surfaces concernent les grandes cultures.

Concernant les engagements unitaires relatifs à la limitation de la fertilisation, la réduction de l’utilisation de fertilisants liée à la MAE souscrite est estimée en comparant le niveau moyen de fertilisation (praires ou grandes cultures – Source enquêtes pratiques culturales Agreste, 2011) au plafond de fertilisation retenu dans le cahier des charges de 629 souscriptions (les cahiers des charges de 12 mesures représentant 34 souscriptions et 570 hectares n’ont pas pu être collectés), ce plafond étant variable d’un territoire à l’autre, et donc d’une MAEt à l’autre.

Un facteur d’émission (source GIEC niveau 1) de 1% (0,01 kg de N-N20 volatilisé/kg de N épandu) est retenu pour les émissions de N20. Pour les émissions de NH3, un coefficient d’émission de 0,0603 est utilisé (les émissions de NH3 étant variables d’une molécule d’engrais de synthèse à l’autre, un coefficient moyen pondéré par les livraisons régionales par types de molécule a été calculé).

Nous avons estimé cette diminution à 1,26 tonne de N20 et 5,90 tonnes de NH3.

Les réductions d’émissions de N20 et NH3 sont principalement liées aux mesures de réduction de la fertilisation azotée liée au MAE. Elles représentent toutefois une part négligeable des émissions régionales. La réduction des émissions de méthane est nulle, en l’absence de projets de méthanisation sur le début de programmation.

**Conclusion et recommandations :**

La mise en œuvre des opérations permettant une réduction des émissions de GES a été très limitée sur le début de la période, aboutissant à une faible réduction des émissions. Les projets collectifs de méthanisation devraient avoir un impact plus important sur la dimension méthane. Les MAE de limitation de la fertilisation en grande culture ont, quant à elles, été très peu mobilisées.

Concernant la mise en œuvre des opérations permettant une réduction des GES, il conviendrait d’encourager l’émergence de projets collectifs de méthanisation, en renforçant l’animation et la diffusion d’informations sur cette mesure auprès des bénéficiaires et auprès des structures relai. De plus, il conviendrait de favoriser la mise en place de couvertures de fosse dans le cadre d’investissements concernant les fosses à lisier, ainsi qu’une collecte systématique des données nécessaires au calcul des indicateurs R18/R19 pour les investissements pertinents.

Concernant les MAE, il conviendrait de mettre en place un suivi des réductions de fertilisation azotée des exploitants bénéficiaires de MAEC dans le cadre des PAEC (observatoire des pratiques, enquête systématique auprès des bénéficiaires).

## **QUESTION EVALUATIVE N°15**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l’agriculture et de la foresterie ?***

**Bilan de mise en œuvre**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Maquette Feader | Nbre de dossiers engagés | Montants FEADER engagés (€) | Paiements FEADER (€) | Nbre de dossiers soldés |
| 4 .3.B | 5 000 000 | 69 | 1 646 517 | 284 726 | 0 |
| M13 | 239 753 908  | 7 868 | 58 790 077 | 58 790 077 | 7 868 |

**Critère de jugement 1 : Les actions soutenues ont contribué à l'amélioration du stockage du carbone par le développement de la capacité forestière et le maintien des surfaces herbagères.**

4.3.B : Infrastructures liées à l'évolution et à l'adaptation de la foresterie

Après 2 AAP en 2014 pendant l’année de transition, cette sous-mesure à fait l’objet d’un premier AAP en 2015 et un autre en 2016 (2 sont prévus en 2017). 147 dossiers ont été programmés pour un montant d’aides publiques de plus de 3.6 M€ dont 2.29 M€ de FEADER.

La question évaluative 13 portant sur le domaine prioritaire 5C propose un calcul du stockage de carbone permis par les mesures du PDR, portant sur la mesure 4.3.B. Il est estimé que cette mesure a permis l’augmentation du potentiel de production de la forêt franc-comtoise, en rendant accessible 1000 hectares de surfaces forestières, représentant un potentiel d’extraction de 13 330m³ de bois d’œuvre, permettant ainsi de stocker environ 7000 TeCO2.

M 13. ICHN

Les analyses développées dans les questions évaluatives de la priorité 4 mettent en avant une forte mobilisation des dispositifs de gestion herbagère (ICHN, PHAE, MAEC) et de leur contribution au maintien des espaces herbagers.

La littérature scientifique fournit des éléments sur le potentiel de séquestration du carbone par les prairies.

D’après les travaux de l’Institut de l’Elevage (« Le stockage du carbone dans les prairies, une voie d’atténuation de l’impact de l’élevage herbivore sur l’effet de serre » - 2012), le stockage du carbone dans les prairies est non linéaire (il est rapide durant les 30 à 40 premières années, et ralentit ensuite), mais celui-ci n’a pas de limite dans le temps, des prairies très anciennes pouvant continuer à stocker du carbone sur des périodes très longues.

Par ailleurs, il est estimé que la conversion des terres cultivées vers des prairies permanentes permet le stockage de 0,84 à 2,75 teq CO2/ha/an. A l’inverse, le retournement d’une praire permanente au profit d’une culture engendre un déstockage de 2,4 à 4,6 teq CO2/ha/an (Source : Arrouays et al., 2012 – cité par l’Institut de l’Elevage).

Enfin, les modalités de gestion des prairies permettent une augmentation du stockage de carbone dans les sols : conversion de prairies temporaires en prairies permanentes, apport modéré d’azote organique, nature du couvert végétal (impact positif des légumineuses), pâturage plutôt que fauche.

Les travaux menés à grande échelle dans le cadre des projets européens GreenGrass et CarboEurope, dont les résultats sont repris par l’Institut de l’Elevage, montrent que les prairies constituent des puits nets pour le stockage du carbone, stockant entre 500 et 1200 kgC/ha/an, selon les modalités de gestion (chargement animal, mode d’utilisation, fertilisation). En moyenne, les niveaux de stockage net de carbone se situent autour de 1000 kgC/ha/an, soit 3 670 kgeqCO2/ha/an (il est important de noter qu’il n’existe pas de consensus sur cette donnée, certaines références indiquant des niveaux inférieurs).

Les analyses menées dans le cadre de la question évaluative du domaine prioritaire 4A, montrent une forte mobilisation des mesures herbagères par les élevages régionaux, avec une contribution des différents soutiens (PHAE, MAEt, ICHN) au maintien des élevages herbagers extensifs et des surfaces en prairies permanentes, grâce au soutien économique qu’ils offrent aux exploitations.

Au final, ce sont 311 127 ha de surfaces herbagères qui ont bénéficié de l’ICHN en Franche-Comté (soit 69% des surfaces en prairie régionale), représentant un stock annuel de carbone de 311 127 tC, soit 1 140 799 teq CO2 (d’après les références de l’Institut de l’Elevage). Afin d’analyser l’effet propre des mesures sur l’augmentation du pouvoir de séquestration du carbone dans les prairies, il conviendrait toutefois d’être en mesure de quantifier les surfaces en prairies qui n’auraient pas été maintenues sans les soutiens du PDR, ICHN en particulier.

**Conclusion et recommandations :**

La mesure de soutien à la desserte forestière a permis de favoriser la mobilisation de bois et donc l’amélioration du stockage du carbone. Il y a eu peu ou pas d’engagements sur les autres mesures forestières.

Les mesures contribuent au maintien des surfaces en pairies permanentes, favorables à la séquestration du carbone.

Il conviendrait de relancer la dynamique de programmation sur les mesures 8.5.A et 8.6.A, ainsi que de suivre l’augmentation de la capacité de production forestière liée à ces mesures.

## **QUESTION EVALUATIVE N°16**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la diversification, la création et le développement de petites entreprises et la création d’emplois ?***

**Bilan de mise en œuvre**

4.1.D : Aides aux investissements en faveur de la mise en place de productions agricoles peu présentes

12 dossiers ont été sélectionnés et représentent une dépense publique totale de 145 515,66 € et une subvention FEADER de 91 674,86 € soit 85,9% de la maquette associée au TO 4.1.D.

4.2.A : Soutien aux investissements des industries agroalimentaires

34 dossiers ont été sélectionnés et représentent une dépense publique totale de 6 414 762,42 € et une subvention FEADER de 4 041 300,23 € soit 57,7% de la maquette associée au TO 4.2.A.

4.2.B : Aides aux investissements en faveur de la transformation et commercialisation de produits agricoles

36 dossiers ont été sélectionnés et représentent une dépense publique totale de 577 762,57 et une subvention FEADER de 363 990,36 € soit 37,9% de la maquette associée au TO 4.2.B.

6.1.A : Dotations aux jeunes agriculteurs

465 dossiers ont été sélectionnés et représentent une dépense publique totale de plus de 9,5 millions d’€ et une subvention FEADER de près de 7,5 millions d’Euros € soit 31% de la maquette associées à ces deux TO.

6.4.A : Aides aux investissements en faveur de la création d’hébergement touristique

Ce dispositif n’a pas été déployé.

6.4.C : Aides aux investissements dans des activités non agricoles

7 dossiers ont été sélectionnés et représentent une dépense publique totale de 163 408,94 € et une subvention FEADER de 102 947,63 € soit 51,5% de la maquette du TO 6.4.C.

7.1.A : Etablissement et mise à jour des plans de développement des communes dans les zones rurales

Ce dispositif n’a pas été déployé.

7.4.A : Investissement dans la mise en place, l’amélioration et le développement des services de base locaux pour la population rurale

6 dossiers ont été sélectionnés et représentent une dépense publique totale de 440 151,98 € et une subvention FEADER de 188 921 € soit 2.3% de la maquette associée au TO 7.4.A.

7.7.A : Investissement pour la délocalisation d’activités, reconversion de bâtiments et installations à proximité de communes rurales

2 dossiers ont été sélectionnés et représentent une dépense publique totale de 225 713,95 € et une subvention FEADER de 67 304,18€ soit 0,7% de la maquette associée au TO 7.7.A.

8.6.A : Amélioration de la valeur économique des peuplements forestiers

8 dossiers ont été sélectionnés et représentent une dépense publique totale de 65 613,48€ et une subvention FEADER de 37 140,66 € soit 19,5% de la maquette associée au TO 8.6.A.

M 19 : Voir QEn°17, DP 6B

**Critère de jugement 1 : Des petites entreprises ont diversifié leur activité et l’économie des territoires a été dynamisée**

Ce critère de jugement est difficilement appréciable à ce stade de la programmation. Toutefois, quelques premières hypothèses peuvent être formulées au regard de la programmation.

On note tout d’abord qu’en ce qui concerne les mesures associées à ce domaine prioritaire, les dispositifs 6.1.a (DJA) et 4.2.a (investissement des IAA) représentent plus de 90% des montants engagés. Or l’analyse du TO Dotation Jeune Agriculteur révèle que 85% des exploitations bénéficiaires sont dans la filière élevage et que la quasi-totalité des aides à l’investissement IAA concernent la fabrication de fromage (mutualisation / modernisation des fruitières notamment). On note par ailleurs que si la logique d’intervention associe la DJA avec les TO d’aides aux investissements en faveur de la création d'hébergements touristiques (6.4.b) et aides aux investissements dans des activités non agricoles (6.4.c), il n’est pas possible d’observer de réelle synergie entre ces dispositifs (les jeunes exploitants émargent sur plusieurs dispositifs).

Il serait, dans ces conditions, difficile de conclure que le PDR contribue à la diversification de l’économie rurale et à la création de petites entreprises sur le territoire même s’il contribue au dynamisme de cette filière régionale clé.

Cependant, le PDR soutient la diversification des exploitations agricoles et le TO 4.1.D (diversification agricole) a été fortement mobilisé (85,9% de la maquette FEADER programmée). Le PDR soutient ainsi les exploitations qui ont pour objectif de développer des productions peu présentes en Franche-Comté (autres que la production bovine). En effet, les productions d’élevage peu présentes correspondent à la totalité des productions d’élevage franc-comtoises, à l’exception des productions bovines (sauf bisons). L’ex région Franche-Comté est très spécialisée en lait et viande notamment. Cette diversification de la production apporte ainsi une valeur ajoutée à la région. A noter que le dispositif 4.2.B (transformation et commercialisation) est source de dynamisme économique et d’emploi.

De plus, le dispositif 6.4.C (activités non agricoles, 7 dossiers sélectionnés, 51,5% de la maquette programmée) contribue à faciliter la diversification des activités rurales, notamment via :

* la création d’activités non agricoles en complément de l’activité de production
* le soutien aux initiatives qui dynamisent le tissu économique,
* la diversification des revenus des ménages agricoles (restauration à la ferme, activités équestres hors élevage, ferme pédagogique, commercialisation de produits non agricoles.)

**Critère de jugement 2 : Le PDR a soutenu la création de petites entreprises**

Ce critère de jugement est difficilement mobilisable pour le RAMO 2017.

Cependant, il est important de signaler que certains dispositifs participent de manière secondaire à la création de petites entreprises. Nous pouvons notamment mentionner les dispositifs d’aide à l’installation des jeunes qui participent à la création et au développement de petites entreprises rurales.

Le PDR, via le TO 7.7A a notamment pour objectif l’installation d’activités économiques par la reconversion des espaces dégradés et, par conséquent, la création, à terme, de nouvelles entreprises dans ces zones.

**Critère de jugement 3 : Le PDR a soutenu la création d’emploi**

Ce critère de jugement est difficilement appréciable au regard de l’état de la programmation. Nous ne disposons pas de suffisamment de dossiers soldés et d’éléments pour évaluer l’évolution du nombre d’emplois soutenus par le PDR.

Le PDR soutient effectivement certains dispositifs permettant la création de nombreux emplois tels que les dispositifs 4.1.D, 4.2.A et 4.2.B qui sont sources de créations d’emplois. Le TO 7.4.A, via le développement des services, peut aussi être éventuellement une source d’emplois.

Via le soutien à l’installation des jeunes agriculteurs, les dispositifs 6.1.A et 6.1B du PDR soutiennent la création et le maintien de l’emploi dans les espaces ruraux.

Aussi, le PDR, via le dispositif 6.4.C (Activités non agricoles), soutient la création d’emploi, en incitant les exploitants agricoles à créer des activités non agricoles en complément de l’activité de production pour favoriser l’emploi dans les zones rurales.

La création d’emplois est aussi soutenue par le PDR via le soutien à la filière bois. En effet, le TO 8.6.A (8 projets sélectionnés et 19,5% de la maquette programmée) vise à améliorer la valeur économique des peuplements forestiers et peut donc permettre de créer des emplois.

Concernant LEADER, il est important de noter que la mesure 19 vise à promouvoir le développement local, à générer de nouvelles activités et proposer de nouveaux services ; et par conséquent créer des entreprises et des emplois sur les territoires des 9 GAL sélectionnés. Cependant, il est encore trop tôt pour évaluer l’impact réel de LEADER sur l’évolution du nombre d’entreprises et du taux d’emploi.

**Conclusion et recommandations :**

La contribution du PDR à la création, au développement et à la diversification des petites entreprises semble mince, bien que le FEADER contribue à la structuration et au développement de la filière de transformation du lait. Bien qu’il soutienne des projets ayant pour objectif de créer de nouvelles entreprises au niveau local, l’état d’avancement des projets déployés ne permet pas de disposer de données pour permettre d’en connaître l’impact. Bien que ce soit un enjeu qui ait été intégré à de nombreux dispositifs, il est encore prématuré de vouloir connaître le véritable effet des actions du PDR sur l’augmentation du taux d’emploi en zones rurales.

Afin de renforcer la contribution du PDR au développement de petites entreprises dans les territoires ruraux, il conviendrait d’accélérer la dynamique de programmation sur les dispositifs de soutien au activités non agricoles, en association avec les aides à l’installation.

## **QUESTION EVALUATIVE N°17**

***Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu le développement local dans les zones rurales ?***

**Bilan de mise en œuvre**

*7.1.A : Etablissement et mise à jour des plans de développement des communes dans les zones rurales*

Ce TO n’a pas été déployé.

*7.4.A : Investissement dans la mise en place, l’amélioration et le développement des services de base locaux pour la population rurale*

6 dossiers programmés, pour un total subvention FEADER de 188 921,92 € soit 2,3 % de la maquette associée au TO 7.4.A

*7.7.A : Investissement pour la délocalisation d’activités, la reconversion de bâtiments et les installations à proximité des communes rurales de base locaux pour la population rurale*

2 dossiers programmés, pour un total subvention FEADER de 67 304,18 € soit 0,74% de la maquette associée au TO 7.7.A

*16.2.A : Projets pilotes et mise au point de nouveaux produits, pratiques, procédés et technologies dans le secteur agricole*

Ce dispositif n’a pas été déployé.

*16.5.A : Actions conjointes entreprises à des fins d’adaptation aux changements climatiques ou d’atténuation de ceux-ci*

Ce dispositif n’a pas été déployé

*16.7.A : Partenariats / Elaboration et animation de stratégie locale de développement hors forêt-bois, non LEADER*

Ce dispositif n’a pas été déployé

*16.7.B : Elaboration et animation de stratégie locale de développement forestier*

2 dossiers programmés, pour un total subvention FEADER de 91 224,36 € soit 22,3 % de la maquette associée au TO 16.7.B

*16.8.A : Conception collective de plans de gestion forestière ou d’instruments équivalents*

Ce dispositif n’a pas été déployé

*Mesure 19 : Soutien au développement local Leader*

Au 31/12/2016, 9 GAL ont été sélectionnés et représentent :

16 889 160 € de FEADER programmés au titre de la sous mesure 19.2 « Soutien à la mise en œuvre des opérations liées aux stratégies locales de développement

1 270 000 € de FEADER programmés au titre de la sous mesure 19.3 « Préparation et mise en œuvre des activités de coopération »

1. 652 000 € de FEADER programmés au titre de la sous mesure 19.4 « Animation et frais de fonctionnement »

**Critère de jugement 1 : L’amélioration des infrastructures et les services à la population ont renforcé l’attractivité des territoires, notamment l’accueil de nouvelles populations**

Ce critère de jugement est difficilement appréciable à ce stade de la mise en œuvre du programme. En effet, nous ne disposons pas d’assez de recul et de projets programmés/soldés pour connaître l’impact réel du PDR sur le renforcement et le développement de l’attractivité du territoire ou de l’accueil des nouvelles populations.

Cependant, des dispositifs ont d’ores et déjà été mis en place et des projets soutenus par le PDR pour atteindre cet objectif.

En effet, 6 projets ont été programmés dans le cadre du TO 7.4.A pour une subvention FEADER totale de 188 921,92 €. Ces projets ont pour objectifs de soutenir la création et le développement (y compris l’extension, la mutualisation) des services en milieu rural afin de lutter contre le manque de services et la dépopulation. Les principaux services soutenus sont : la petite enfance, la santé, les sports & loisirs, la culture et les transports.

Nous pouvons notamment citer comme exemples :

* La création d’une crèche multi-accueil de 15 places pour la Commune de Saint-Amour pour une subvention FEADER de 114 166,84 € et une dépense publique totale de 437 381,20 €
* La création d’un sentier ludo-sportif pour la Commune d’Orgelet pour une subvention FEADER de 12 366,08 € et une dépense publique totale de 28 041,00 €
* Aménagement d’une zone de loisirs : création du city stade pour la Commune de la Chapelle-Sous-Rougemont pour une subvention FEADER de 28 067,35 € et une dépense publique totale de 63 644,80 €

A cela s’ajoutent les 2 projets programmés au titre du TO 7.7.A, qui visent à reconvertir des espaces dégradés afin de redynamiser le tissu économique rural et local. Outre le fait d’avoir un fort impact sur la consommation énergétique de ces bâtiments (voir II ci-dessous), ces projets ont pour objectifs de créer les conditions favorables à l’installation d’activités économiques, d’équipement touristique, de services à la population ou aux entreprises. Nous pouvons citer les deux projets programmés à titre d’exemples :

* L’extension du Pôle de Services : Restructuration et rénovation de l’ancien presbytère, le porteur du projet est le SIVOM du Val Fleur, pour une subvention FEADER de 40 716,45 € et une dépense publique totale de 276 679,87 €
* La rénovation de l’ancienne grange du presbytère pour en faire un garage destiné aux véhicules de taxi. Ce projet est porté par la Commune de Lavoncourt, pour une subvention FEADER de 26 587,73 € et une dépense publique totale de 88 625,79 €

**Critère de jugement 2 : Les territoires visés ont accéléré la réduction de la consommation énergétique (bâtiments, éventuellement transport…)**

Ce critère de jugement est difficilement appréciable à ce stade de la programmation. En effet, ne disposant pas de suffisamment de projets programmés/soldés, il est difficile d’analyser l’impact du PDR sur la réduction de la consommation énergétique.

Cependant, comme mentionné plus haut, certains dispositifs, notamment les TO 7.4.A et 7.7.A, participent à la réduction de la consommation énergétique, puisque les bâtiments doivent atteindre le niveau BBC pour pouvoir bénéficier d’une aide.

**Critère de jugement 3 : Des entreprises et ressources locales ont été mobilisées / valorisées dans les cadre des projets de coopération soutenus**

Ce critère de jugement est difficilement appréciable au regard de l’état d’avancement du programme.

Il est important ici de souligner le manque de programmation sur la quasi-totalité de la mesure 16. En effet, aucun dispositif (16.2.A, 16.5.A, 16.7.A, 16.8.A) n’a été à ce jour déployé.

Cependant, le dispositif 16.7.B soutient le développement forestier comme ressource locale visant à développer l’activité économique. Ainsi, à travers ce dispositif, le PDR accompagne les chartes forestières de territoire, les plans de développement de massifs forestiers, les plans d’approvisionnement Energie-Territoires etc.

A ce titre, seulement deux dossiers ont été programmés pour un montant de 144 800,59 € de dépenses publiques totales et 91 224,36 € de subvention FEADER. Ces deux projets sont deux plans de développement de massifs forestiers, portés par le CRPF.

**Critère de jugement 4 : Le dispositif LEADER, via la stratégie locale de développement, contribue à améliorer la plus-value du FEADER par un ciblage des besoins et des enjeux des territoires et par une mobilisation active des acteurs locaux et des projets innovants**

Il convient tout d’abord de souligner qu’un processus solide de sélection a été mis en place pour sélectionner les GAL. La grille de sélection utilisée comportait notamment les critères de sélection suivants :

* la pertinence de la stratégie (20% de la note finale) : notamment la qualité du diagnostic, l’adéquation globale de la priorité ciblée par rapport au diagnostic et à l’AFOM, les liens logiques entre besoins et priorité ciblée, le caractère multisectoriel et intégré ainsi que la stratégie de coopération
* le processus d’implication des acteurs (20% de la note),
* la valeur ajoutée du projet LEADER (15% de la note)
* la pertinence et l’équilibre de la maquette financière (15% de la note).

Au final, sur les 11 candidats, 9 ont été retenus

A noter que le PDR laisse une grande marge de manœuvre aux GAL pour définir leurs stratégies locales de développement qui peuvent être multiples et variées. Cependant, le dispositif LEADER, à travers la mesure 19, est un dispositif transversal à tout le PDR qui peut donc concerner plusieurs domaines prioritaires. C’est pourquoi, il a été demandé aux territoires candidats, lors de l’appel à candidatures, que leur stratégie concerne au moins deux domaines prioritaires différents.

En matière de gouvernance et de partenariat régional, le cahier des charges précisait bien que la constitution d’un comité de programmation devait comporter au moins 51% de membres « privés ». En moyenne, on compte 24 membres titulaires proposés au sein du Comité avec 11 membres du Collèges public et 13 du collège privé. Les compositions des comités sont variables (20 membres pour le GAL du Pays des 7 Rivières et 29 membres pour le GAL du Pays Lédonien). Concernant la composition des collèges privés, les degrés de précision et de détails fournis dans les dossiers de candidature des GAL varient très fortement entre chaque candidature. En effet, plusieurs GAL, ne mentionnent pas les structures faisant parties du collège privé. Cependant d’une manière générale, le collège privé est composé de représentant de filières, d’association et de membres de la chambre d’agriculture.

Afin d’affiner l’analyse qualitative des stratégies LEADER, il est opportun de comparer les résultats actuels avec ceux de l’ancienne programmation.

Aussi, en 2007-2013, 5 territoires avaient été sélectionnés contre 9 pour la programmation actuelle représentant ainsi 62,7 % de la superficie régionale et un total de 1094 communes soit près de 2 communes sur 3. Cela représente une forte augmentation par rapport à la précédente programmation. En effet, en 2007-2013, les GAL sélectionnés représentaient 38,4 % de la superficie régionale et 658 communes. On constate donc que le dispositif LEADER s’est étendu largement par rapport à la précédente programmation.

De plus, la nouvelle programmation atteint, via LEADER, 506 031 habitants, soit 42,9 % de la population régionale et un peu plus de 2 habitants sur 5. Ces valeurs sont forcément en augmentation par rapport à la programmation 2007-2013 ; cela peut être considéré comme positif sous réserve que les montants financiers augmentent en conséquence.

Concernant le budget, celui-ci est en forte augmentation et a presque triplé par rapport à la programmation 2007-2013 où il était d’environ 9,1M€. Dans le cadre de la programmation 2014-2020, 24 398 815 € ont été prévus pour l’ensemble de la mesure 19 et le dispositif LEADER.

Pour 2014-2020, en moyenne chaque GAL dispose d’une maquette de 2,5 M € de FEADER contre 1,8M € lors de la programmation 2007-2013, avec des écarts pouvant exister entre chaque GAL sélectionné (2.2 M € pour le GAL du Pays du Doubs Central et 3M€ pour le GAL Pays Vosges Comtoises). Ce montant moyen est dans la moyenne française ciblée pour 2014-2020 et très légèrement inférieur à la moyenne européenne qui est anticipée à hauteur de 2,7 millions d’€ par GAL (sous réserve de validation), ce qui semble satisfaisant. Il est toutefois important de signaler que les évaluations européennes réalisées sur les GAL estiment à 3 millions d’€ le seuil minimum pour avoir un véritable impact sur les territoires et permettre une compensation du coût de mise œuvre et de gestion (dans une logique de recherche de masse critique). A cet égard, conformément à la réglementation de l’UE, la sous-mesure 19.4 « Frais de fonctionnement et d’animation », ne doit pas dépasser 25% des dépenses publiques engagées dans le cadre de la stratégie CLLD. Enfin pour le PDR Franche-Comté, la sous-mesure 19.4 correspond à 19,06% des dépenses publiques (21% au niveau national) ce qui indique une volonté de maitrise de ce type de dépenses.

Concernant la stratégie mise en place pour 2014-2020, l’ensemble des GAL sélectionnés (9 GAL, 1094 communes et 506 031 habitants) ont orienté leurs stratégies sur les thématiques suivantes :

* Création et maintien de l’activité économique et soutien de l’accueil de nouvelles populations : maintenir les commerces et circuits de proximité (notamment les circuits de proximité alimentaire), accueillir et accompagner l’installation de nouvelles entreprises, faciliter l’accès à l’emploi ; rendre plus attractif le territoire et valoriser les ressources locales qui permettront la commercialisation de produits locaux. Un soutien particulier au développement de la filière bois afin d’adapter la sylviculture et développer et structurer l’écoconstruction et métiers du bois.
* Développement et renforcement de l’attractivité touristique du territoire : Préserver et valoriser les ressources naturelles et culturelles identitaires pour renforcer leur impact sur l’économie locale ; accroître l’offre d’hébergement ; développer l’éco-tourisme à travers les voies vertes et voies bleues.
* Développement, diversification et accessibilité de l’offre de services : maintenir les services pour la petite enfance, la jeunesse, la santé (notamment prendre en compte le vieillissement de la population), la culture et le sport.
* Faciliter l’accès à la mobilité douce et durable pour tous.
* Soutenir la transition écologique et énergétique : diminuer les émissions des GES ; développer de nouvelles pratiques d’adaptation au changement climatique ; développer et soutenir l’utilisation d’ENR ; intégrer d’avantage la biodiversité dans les activités humaines et soutenir les systèmes agroécologiques ; améliorer la gestion qualitative et quantitative de l’eau et valoriser la ressource déchet en richesse.
* Accompagner l’organisation territoriale : Revitaliser les bourgs centres et les cœurs de villages et développer le foncier stratégique.

En conclusion, les GAL sélectionnés dans le cadre de cette stratégie bénéficient de 22 811 160 € de FEADER (19.1 non comprise)) et représentent une ventilation de 64,52€/habitant. C’est supérieur aux moyennes prévisionnelles françaises (53€ / habitant). L’investissement de LEADER est donc significatif en Franche-Comté.

Aussi, il est important de signaler, que d’une manière générale, et pour l’ensemble des GAL, la cible de 2023 concernant la population concernée par le dispositif LEADER a été atteinte et même largement dépassée (+34,08%). Cependant, ce résultat est à nuancer car il se base uniquement sur les données de programmation. Il sera pertinent de réaliser pour le RAMO 2019 et l’EXPOST des enquêtes auprès des GAL pour connaître avec plus de précision le nombre de personnes réellement atteintes / concernées par le dispositif après la mise en œuvre des plans d’actions et la réalisation des projets ainsi que l’évolution démographique de ces territoires sur une dizaine d’années.

De plus, concernant les emplois créés et la population bénéficiant de nouveaux services, il est encore trop tôt pour obtenir des données fiables. Il faudra attendre que les projets programmés par les GAL soient soldés et qu’une enquête au niveau des bénéficiaires soit réalisée (RAMO 2019 et EX POST).

**Conclusion et recommandations :**

Le PDR soutient des actions visant à améliorer les infrastructures et les services à la population afin de renforcer l’attractivité des territoires et de maintenir de nouvelles activités. Par ailleurs, le PDR conditionne l’accès à certaines aides à l’atteinte d’un niveau de performance énergétique ambitieux, renforçant l’impact environnemental des investissements. Le renforcement du secteur forestier au travers du T.O 16.7.A pâtit du fait que l’ensemble des dispositifs de la mesure 16 ne soient pas activé. Enfin, le PDR s’apprête à soutenir les projets programmés par les GAL au service du développement local des territoires ruraux, afin de développer l’emploi, l’activité économique et en améliorant la qualité de vie des habitants.

Il conviendrait de s’interroger sur la pertinence du maintien de l’enveloppe sur certains dispositifs de la mesure 16, dont les ressources pourraient être mieux utilisées et redéployées dans le cadre d’une révision de la logique d’intervention.

## **QUESTION EVALUATIVE N°19**

***Dans quelle mesure les synergies entre les priorités et les domaines prioritaires ont-elles renforcé l’efficacité du PDR ?***

## **EGALITE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES**

***Promotion of equality between men and women and non-discrimination (Article 7 of Regulation (EU) No 1303/2013)***

Le principe horizontal de l’égalité entre les hommes et les femmes et de non-discrimination est peu mentionné dans le PDR. Une seule mesure du PDR décrit la prise en compte des deux objectifs transversaux de la non-discrimination et de l’égalité hommes/femmes (mesure 19) « *La sélection des projets […] prend en compte l’obligation d’égalité des chances hommes-femmes et de non-discrimination… ». (PDR FC, p 746).* La base de données dont on dispose compte 1038 dossiers ayant pour statuts soit « décidé », « en cours de réalisation », « réalisé » ou « soldé ». Sur ces 1038 dossiers, 572 précisent l’indicateur de genre, soit 55%. Sur ces dossiers genrés, 474 sont portés par des hommes, soit 82%, contre 98 par des femmes, soit 18%. Mais ces données sont à analyser avec précaution car elles ne couvrent pas l’ensemble des mesures et sous-mesures engagées au titre du PDR Franche-Comté 2014-2020.

Les informations sur le genre sont disponibles pour les mesures 4, 6 et 7. Concernant la mesure 4, 6 dossiers sur 72 sont portés par des femmes, soit seulement 8.3%.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **PDR Franche-Comté** | **Sexe (H / F)** |  |
| **Code mesure** | **Libellé sous-mesure** | **F** | **H** | **Total général** |
| 04 | Invest. exploitation agricole | 4 | 61 | 65 |
|   | Invest. ind. agroalimentaires |   | 3 | 3 |
|   | Invest. infrastructures | 2 | 2 | 4 |
| Total 04 |   | 6 | 66 | 72 |
| 06 | Installation Jeunes Agriculteurs | 90 | 399 | 489 |
|   | Invest. activité non agricole | 1 |   | 1 |
| Total 06 |   | 91 | 399 | 490 |
| 07 | Plan dvlpt zones rur. / N2000 |  / |  / |  / |
|   | Patrimoine culturel et naturel | 1 | 9 | 10 |
| Total 07 |   | 1 | 9 | 10 |
| 08 | Invest. amélio. forêt/transfo | / | / | / |
| Total 08 |   | / | / | / |
| 19 | Aide préparatoire Leader | / | / | / |
| Total 19 |   | / | / | / |
| Total général |   | 98 | 474 | 572 |

Concernant la DJA (mesure 6), les dossiers portés par des femmes représentent un pourcentage inférieur à la moyenne régionale (environ 20% d’exploitantes agricoles en Franche-Comté) et surtout à mettre en perspectives avec les 32% de femmes s’installant dans la région annuellement (hors transfert entre époux, source MSA), et 22% pour les moins de 40 ans. Si ce taux doit être pris avec précaution, les études disponibles (enquête structures, recensement) démontrent que les femmes s’installent plus tardivement en agriculture, souvent dans une logique de reconversion professionnelle. La proportion de femmes s’installant après 40 ans étant élevé, la DJA ne leur est donc pas accessible. Par ailleurs, même celles ayant 40 ans ou moins peuvent être exclues du dispositif du fait de l’absence de qualification professionnelle ou de respect des conditions de dimension économique.

On peut, concernant cette mesure, souligner l’existence de 6 projets programmés dans le cadre du TO 7.4.A pour ayant pour objectifs de soutenir la création et le développement des services en milieu rural afin de lutter contre le manque de service et la dépopulation. Les principaux services soutenus sont potentiellement vecteurs d’égalité et de non-discrimination : petite enfance, santé, sports, loisirs & culture et transports. Par exemple, la création d’une crèche multi-accueil de 15 places pour la Commune de Saint-Amour peut faciliter la situation des femmes dans la vie active.

Concernant la mesure 19 (LEADER), 3 GAL sur 9 font explicitement mention du principe horizontal égalité hommes/femmes. Par exemple, le GAL du Pays Revermont mentionne le développement de gardes d’enfants afin de favoriser le retour des femmes à l’emploi et le GAL Pays Vesoul Val de Saône insère l’exigence du respect de ce principe comme critère de sélection des dossiers. Pourtant les GAL ayant adopté une stratégie axée sur l’attractivité et l’accueil de nouvelles populations pourraient mieux intégrer la question de l’égalité homme-femme et de la non-discrimination. Concernant ce dernier principe (prévention de toute discrimination fondée sur la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle), les objectifs d’ouverture vis-à-vis de l’extérieur pour les GAL et d’innovation sociale mériteraient d’être mieux soulignés.

## **DEVELOPPEMENT DURABLE**

1. Indicateur R2 [↑](#footnote-ref-1)
2. A noter la présence d’un projet de brasserie et un autre pour la développement d’une unité de fabrication d’aliments du bétail [↑](#footnote-ref-2)
3. Recroisement avec les données de la MSA. [↑](#footnote-ref-3)
4. Chiffres à prendre avec précaution du fait du risque important d’erreur dans le mode de collecte et de saisie des données, notamment sur le volume du potentiel d’extraction qui semble largement sous-estimé ou calculé sur une base différente. [↑](#footnote-ref-4)
5. Voir Annexe : Enquête Edater [↑](#footnote-ref-5)
6. Voir Annexe : Enquête Edater [↑](#footnote-ref-6)
7. Voir Annexe : Enquête Edater [↑](#footnote-ref-7)
8. Source : http://www.agencebio.org/la-bio-dans-les-regions [↑](#footnote-ref-8)
9. A noter la présence d’un projet de brasserie et un autre pour la développement d’une unité de fabrication d’aliments du bétail [↑](#footnote-ref-9)
10. Mémento Agreste 2015. [↑](#footnote-ref-10)
11. Données disponibles sur 7 opérations séchoirs solaires (non extrapolées) 47,8 TeP pour 384 577 Euros investis [↑](#footnote-ref-11)
12. Voir Annexe : Enquête Edater [↑](#footnote-ref-12)